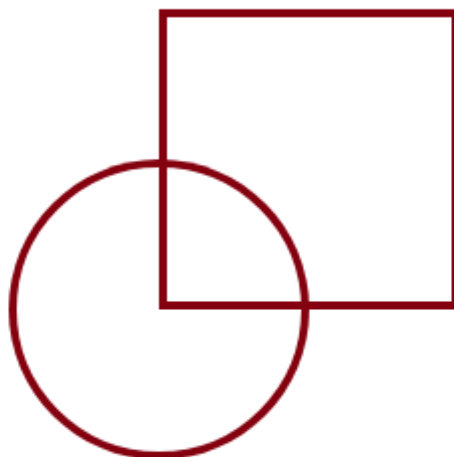




La Ligne Stratégique



LA LIGNE FINE

Institut

Évolution de la perception française de la menace russe dans les Revues Nationales Stratégiques 2022 et 2025

Pôle thématique : RIDS – Relations internationales, Défense et Sécurité
Auteurs : Alek UMONT et Claire CHABREYRIE
Date de publication : 22 décembre 2025



Résumé

La France a basculé depuis 2022 dans une confrontation de long terme avec une Russie désormais désignée comme « principale menace » pour la sécurité européenne. Les Revues nationales stratégiques 2022 et 2025 actent ce tournant : retour assumé de la haute intensité en Europe et hypothèse explicite de conflit majeur à l'horizon 2030. La réponse française combine réarmement, soutien militaire à l'Ukraine, renforcement du flanc Est, montée en puissance cyber et lutte contre les ingérences. Mais la pédagogie stratégique reste incomplète : le diagnostic est clair au niveau doctrinal, beaucoup moins pour les citoyens. En parallèle, le cadre européen se recompose autour d'un post-européisme de coalitions volontaires, centré sur les États prêts à assumer le risque stratégique.

La dissuasion française demeure strictement nationale, sous l'autorité du Président, tout en devenant le socle implicite d'un bouclier collectif européen fondé sur les capacités et la résilience.

La note montre comment, après une longue période de sous-estimation de Moscou et d'ambivalence entre dialogue et fermeté, l'invasion de l'Ukraine en 2022 force un changement de matrice. La Russie cesse d'être pensée comme un partenaire difficile ou un rival parmi d'autres pour devenir l'adversaire central de la sécurité européenne. La RNS 2022 qualifie déjà la Russie de puissance révisionniste et acte le retour de la haute intensité en Europe, mais demeure prudente sur l'hypothèse d'un conflit direct OTAN–Russie. La RNS 2025 franchit un seuil en désignant Moscou « principale menace » pour la France et ses alliés, en décrivant une menace multidimensionnelle – militaire, nucléaire, cyber, informationnelle, économique, énergétique – et en mentionnant explicitement la possibilité d'une guerre majeure en Europe d'ici 2030.

Cette mutation doctrinale se traduit par des décisions concrètes : rôle de nation-cadre en Roumanie, rotations renforcées en Estonie, présence accrue sur le flanc Est, aide militaire substantielle à l'Ukraine (artillerie CAESAR, blindés, systèmes sol-air, formation), LPM 2024–2030 à 413 milliards d'euros, montée en puissance du ComCyber et de l'ANSSI, institutionnalisation de la lutte contre les ingérences via Viginum et des régimes de sanctions européens. La dissuasion nucléaire française est réaffirmée comme pilier strictement national, sous l'autorité exclusive du Président, tout en contribuant de facto à la stabilité du continent et à la crédibilité d'un bouclier collectif articulant moyens conventionnels, défense aérienne/antimissile et résilience.

La note souligne un décalage entre sophistication doctrinale et pédagogie stratégique. Le discours officiel nomme plus clairement la Russie, les cyberattaques et la logique d'« économie de guerre », mais la population reste peu éclairée sur les scénarios plausibles, les vulnérabilités hybrides et les efforts attendus. Dans un contexte de guerre informationnelle permanente, cette zone grise menace la cohésion démocratique.

Pour analyser ce contexte, la note propose le concept de post-européisme : non pas rupture avec l'UE, mais fin de l'illusion d'une intégration linéaire et uniforme. Les États reprennent la main sur la défense, les coalitions de volontaires et formats à géométrie variable deviennent la norme, et l'Europe de la sécurité se construit autour des pays prêts à assumer le coût et le risque stratégiques.

Les principales recommandations sont :



- Sanctuariser l'effort de défense et bâtir un consensus interpartisan sur la dissuasion, les capacités lourdes et le flanc Est.
- Transformer le soutien à l'Ukraine en partenariat de sécurité durable, structurant pour l'Europe post-guerre.
- Clarifier le rôle de la dissuasion française comme socle national d'un bouclier collectif européen, sans partage de décision nucléaire.
- Renforcer les partenariats structurants (Allemagne, Royaume-Uni, États du flanc Est) dans une logique de coalitions volontaires.
- Passer à des architectures permanentes de défense européenne (Eurogrid Défense, force de réaction rapide crédible).
- Muscler la réponse aux ingérences hybrides, notamment via un Répertoire public des opérations russes avec focus quotidien, et accroître la résilience intérieure (SNU défense/cyber, exercices hybrides, stocks stratégiques).
- Maintenir un canal avec les sociétés civiles russes pour préparer le « jour d'après ». Soutien aux médias libres russes en exil, programmes d'accueil pour étudiants/chercheurs/artistes, maintien de certains échanges académiques ciblés, réflexion diplomatique discrète sur les acteurs avec lesquels un dialogue pourra s'ouvrir quand la Russie évoluera.
- Institutionnaliser une communication stratégique de sécurité démocratique à destination de la population.



Présentation des auteurs

Alek UMONT

Fondateur et Président de La Ligne Fine – Institut Diplômé en Relations internationales, spécialisé sur les questions de Défense et de Sécurité (HEIP Paris) et en Science politique (Université de Lille / Université Alexandru Ioan Cuza – Iași, Roumanie), Alek UMONT a travaillé dans le secteur privé, en Affaires Publiques, Crises, Concertation et en tant que consultant ESG pour des acteurs publics. Passionné par les questions de souveraineté, de géopolitique et d'influence, il fonde La Ligne Fine – Institut pour offrir un espace de pensée libre, exigeant et souverain.

Claire CHABREYRIE

Membre active de La Ligne Fine, Claire est titulaire d'une licence en droit et en français de l'Université de Cardiff (Royaume-Uni), ainsi que d'un master en relations internationales et d'un prix d'excellence universitaire de l'Université de Nottingham Trent (Royaume-Uni). Forte d'une expérience dans l'enseignement, elle parle également espagnol. Ses domaines de prédilection sont la communication, la diplomatie internationale et les armes nucléaires.



Introduction

Le 24 février 2022, la guerre faisait son retour en Europe. En lançant une invasion massive de l'Ukraine, la Russie de Vladimir Poutine provoquait un séisme géopolitique aux conséquences majeures pour la sécurité du continent. Pour la France – membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, puissance nucléaire et pilier de l'Union européenne – cet événement a constitué un véritable point de bascule stratégique. Jamais depuis la fin de la guerre froide l'hypothèse d'un affrontement direct avec la Russie n'avait semblé aussi plausible. Certes, Paris avait bien participé, aux côtés de ses alliés, aux mesures de « réassurance » de l'OTAN en Europe de l'Est après 2014. Mais son engagement était resté mesuré, et sa rhétorique relativement conciliante envers Moscou durant les années 2010 traduisait un espoir persistant de coopération avec la Russie. L'onde de choc de 2022 a contraint la France à un réalignement stratégique accéléré : la Revue nationale stratégique (RNS) 2022, dévoilée quelques mois après le début du conflit en Ukraine, acte explicitement ce changement de paradigme en désignant la Russie comme une puissance *révisionniste* menaçant la sécurité européenne, et en anticipant le retour d'une guerre de haute intensité en Europe¹. Trois ans plus tard, la Revue nationale stratégique 2025 enfonce le clou : elle martèle la permanence d'une menace russe « sans équivalent » pour la France et ses alliés, et envisage même l'hypothèse d'un conflit majeur impliquant la Russie d'ici 2030, combiné à des attaques hybrides massives contre le territoire national². En parallèle, la communication politique de l'État français a notablement évolué. Les dirigeants – au premier rang desquels le Président de la République – emploient désormais un langage de plus en plus direct et ferme à l'égard de Moscou, assumant une pédagogie de la menace visant à préparer l'opinion publique à un contexte de sécurité durablement dégradé. Enfin, la montée en puissance des stratégies hybrides (cyberattaques, désinformation, chantage énergétique, sabotages, menaces nucléaires) imputées à la Russie a contraint la France à adapter sa réponse en renforçant la protection de ses infrastructures critiques, sa cybersécurité, sa défense cognitive et sa souveraineté numérique.

Cette note stratégique se propose d'analyser, dans une perspective académique et critique, la manière dont la France perçoit, intègre et communique la menace russe depuis 2022, en suivant la structuration suivante : (1) le cheminement de la prise de conscience française, d'une sous-estimation durable de Moscou à la reconnaissance d'un adversaire central pour la sécurité européenne ; (2) l'évolution doctrinale formalisée dans les Revues nationales stratégiques 2022 et 2025, avec la reconfiguration des objectifs stratégiques – en particulier les objectifs n°2 et n°3 – et l'émergence assumée d'une économie « préparée à la guerre » ; (3) la nouvelle frontière de la confrontation dans les espaces cyber, informationnels et démocratiques, et la réponse française en matière de cyberdéfense, lutte informationnelle, contre-ingérences, protection des infrastructures, défense cognitive et souveraineté numérique, illustrée notamment par des prises de parole comme le discours du ministre Barrot à Harvard ; (4) la communication politique de l'État – des discours présidentiels aux déclarations ministérielles – marquée par un durcissement lexical, une volonté pédagogique d'exposer la menace et la construction d'une résilience démocratique face au danger ; (5) enfin, les tensions et dilemmes entre cette trajectoire stratégique (réarmement, fermeté, économie de guerre), la préservation de la cohésion sociale et de la résilience nationale, et l'exigence de légitimité démocratique, qu'il s'agisse d'obtenir l'adhésion des citoyens, d'assurer la pédagogie de l'effort ou de redéfinir le contrat social dans un contexte d'endurance stratégique.

Le propos se veut à la fois descriptif et analytique. Il s'appuie sur les documents officiels (RNS 2022 et 2025, lois de programmation militaire, discours publics, déclarations) et sur les

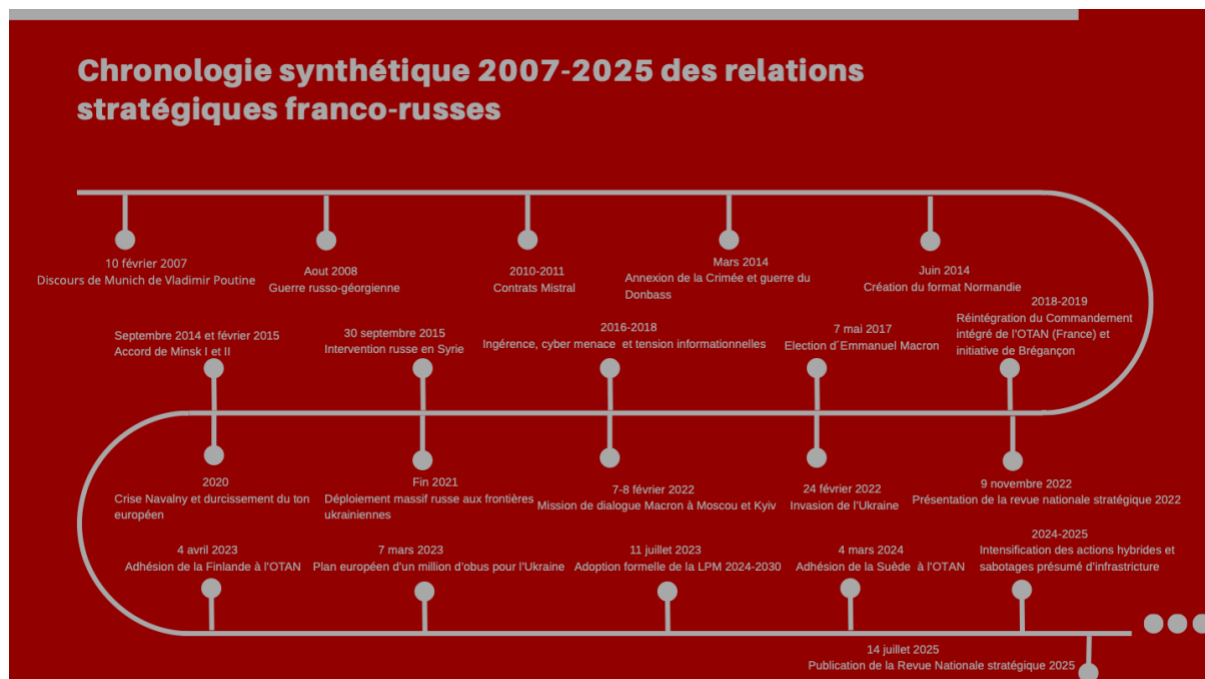
¹ Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale. (2022, 28 novembre). *Revue nationale stratégique* 2022. <https://www.sgdsn.gouv.fr/publications/revue-nationale-strategique-2022>

² Gouvernement français. (2025, 14 juillet). *Publication de la revue nationale stratégique*. info.gouv.fr. <https://www.info.gouv.fr/communiquer/publication-de-la-revue-nationale-strategique>



données disponibles, afin de dégager les continuités, les ruptures et les enseignements de cette période charnière. L'approche se veut neutre et rigoureuse, dans la lignée d'un mémoire académique de haut niveau, tout en assumant une interprétation informée des faits. L'objectif est de mettre en perspective le « virage tardif mais décisif » opéré par la France face à la menace russe, d'en évaluer la portée et les limites, et de formuler in fine des recommandations pour inscrire dans la durée cette adaptation stratégique. La thèse défendue est que la France, après une prise de conscience tardive du danger que représente la Russie, a su réorienter rapidement sa doctrine et sa communication pour faire face à un adversaire durable et multiforme. Cependant, la crédibilité de cette réponse stratégique dépendra de sa pérennisation dans le temps long – au-delà de la guerre d'Ukraine – et de la capacité de l'État à maintenir l'unité nationale autour de l'effort de sécurité, sans renoncer aux valeurs démocratiques qui fondent la résilience de la nation.


1. La Russie reléguée au second plan dans la stratégie française (1991-2014)



Au lendemain de la guerre froide, la France n'identifie plus la Russie comme une menace prioritaire. L'effondrement de l'URSS en 1991 et la fin de la bipolarité Est-Ouest font émerger l'espoir d'une « Europe entière et libre » incluant la Russie. Durant les années 1990, Paris voit en Moscou un partenaire stratégique potentiel, notamment sur les dossiers de sécurité européens. La priorité de défense se déplace vers d'autres menaces jugées plus immédiates : la prolifération des conflits locaux, le terrorisme international, ou encore l'instabilité dans les zones de crise (Balkans, Moyen-Orient, Afrique). Dans ce contexte, la menace russe est largement considérée comme résiduelle ou du moins contenue par le partenariat naissant entre la Russie et l'OTAN (Conseil OTAN-Russie créé en 2002) et par l'intégration de la Russie dans le G8 à la même époque.

Pendant les deux décennies qui suivent la guerre froide, la France reste donc concentrée sur d'autres enjeux. Ses Livres blancs de la défense (2008, 2013) accordent une place limitée à la Russie. Par exemple, le Livre blanc de 2008, rédigé peu après la première guerre en Géorgie, évoque certes un « retour de la puissance » de la Russie, mais insiste surtout sur l'importance de ne pas renouer avec des logiques d'affrontement bloc contre bloc³. Le terrorisme djihadiste, lui, est clairement désigné comme l'ennemi principal de la France après les attentats du 11 septembre 2001 et ceux perpétrés sur le sol français au milieu des années 2000. Une pensée stratégique gaullo-miterrandienne perdure, qui voit dans la Russie un acteur *classique* avec lequel il faut composer, par opposition à la menace idéologique transnationale du terrorisme islamiste. Cette vision est renforcée par l'expérience des attentats

³ de Sardes, G. (2020, 29 janvier). *Les relations franco-russes : pour une approche réaliste*. Éditions Hermann.
https://www.editions-hermann.fr/tribune/les-relations-francorusses-pour-une-approche-realiste_ZQvBALFYWhJy4Ahkp



de 2015 : la France coopère alors directement avec la Russie en Syrie pour lutter contre Daech, gommant temporairement les divergences sur le statut du régime syrien.

Les crises des années 2008-2014 – guerre en Géorgie, annexion de la Crimée, début du conflit dans le Donbass – suscitent bien quelques alertes, mais n’opèrent pas de renversement immédiat de la doctrine française. En août 2008, lors de la guerre éclair russo-géorgienne, le président Nicolas Sarkozy, alors président en exercice de l’UE, s’implique pour négocier un cessez-le-feu et éviter une escalade. La France condamne l’action russe, mais prône rapidement un retour au dialogue avec Moscou. De même, l’annexion de la Crimée en mars 2014 et le déclenchement de la guerre dans l’est de l’Ukraine entraînent la mise en place de sanctions européennes contre la Russie et la suspension du partenariat stratégique OTAN-Russie. Cependant, la France reste ambivalente : elle participe au format Normandie (aux côtés de l’Allemagne, de la Russie et de l’Ukraine) pour trouver une issue diplomatique, tout en essayant de préserver des canaux de discussion avec le Kremlin. L’intervention russe en Ukraine est perçue comme une entorse grave à l’ordre européen, mais l’analyse française dominante y voit encore une crise régionale maîtrisable par la négociation, non le signe d’une hostilité systémique irréductible de la Russie envers l’Europe.

En somme, jusqu’en 2014 la posture française oscille entre fermeté ponctuelle et espoir de coopération renouvelée. Un certain décalage se creuse avec les pays d’Europe centrale et orientale, pour lesquels la menace russe est depuis longtemps une réalité tangible. Tandis que la Pologne, les États baltes ou la Roumanie investissent massivement dans leur défense et alertent sur la dangerosité de Moscou, la France demeure davantage focalisée sur les opérations expéditionnaires (Sahel, Levant) et la lutte antiterroriste. Cet écart de perception s’illustre par exemple dans les budgets : en 2013, la France réduit ses dépenses militaires (Loi de programmation 2014-2019 en baisse), alors que la Pologne s’engage déjà à atteindre 2% du PIB en dépenses de défense. La priorité française reste l’« ennemi intérieur » terroriste, comme en témoigne la concentration des moyens du renseignement sur la menace jihadiste domestique durant les années 2015-2019, bien plus que sur les activités des services russes en Europe.

2. Dialogue ou dissuasion ? Les ambiguïtés françaises vis-à-vis de Moscou avant 2022

Les années qui précèdent l’invasion de l’Ukraine sont marquées par des signaux contradictoires dans la politique française vis-à-vis de la Russie. D’une part, la France participe pleinement aux mesures de dissuasion et de présence de l’OTAN à l’Est à partir de 2015 : elle déploie régulièrement des troupes en Estonie ou en Lituanie dans le cadre de la « présence avancée renforcée » de l’OTAN, et elle renforce sa posture de dissuasion nucléaire en réaffirmant que celle-ci contribue à la sécurité de l’Europe face à toute puissance hostile⁴. D’autre part, Paris maintient une volonté affichée de dialogue stratégique avec Moscou. L’élection d’Emmanuel Macron en 2017 illustre bien cette double approche.

Le président Macron adopte initialement une ligne d’ouverture critique envers la Russie. Dès mai 2017, il invite Vladimir Poutine à Versailles pour « repartir sur un dialogue » malgré les contentieux (Syrie, Ukraine). Il ne minimise pas les différends (il critique notamment, lors de la conférence de presse commune, les médias d’État russes pour leur propagande anti-française pendant la campagne présidentielle), mais insiste sur la nécessité de travailler avec la Russie sur les grands dossiers internationaux. En août 2019, lors de la Conférence des ambassadeurs, Emmanuel Macron prononce des paroles restées célèbres : « Je pense que

⁴ Vincent, É. (2025, 14 juillet). *Les nouvelles priorités de la revue nationale stratégique 2025, ce document de doctrine en matière de défense et de diplomatie*. Le Monde. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/07/14/climat-relations-avec-les-etats-unis-defense-du-territoire-national-les-nouvelles-priorites-de-la-revue-nationale-strategique-2025_6621156_3210.html



pousser la Russie loin de l'Europe est une profonde erreur stratégique »⁵. Il met en garde contre une politique qui isolerait Moscou et la jetterait dans les bras de la Chine, soulignant qu'il vaut mieux *arrimer* la Russie à l'Europe à long terme, tout en traitant lucidement les problèmes de comportement russes. Cette déclaration – qualifiée de *lucide* par certains ou de naïve par d'autres – résume l'espoir français d'éviter une confrontation frontale irréversible avec la Russie, en misant sur l'interdépendance et la diplomatie⁶.

Parallèlement, le contexte sécuritaire se détériore : les services de renseignement occidentaux documentent de plus en plus d'ingérences russes dans les démocraties (cyberattaques, campagnes de désinformation, soutiens à des partis extrêmes). La France elle-même est ciblée, par exemple lors de l'attaque informatique contre la chaîne TV5 Monde en 2015 (sabotage revendiqué plus tard par des acteurs liés au renseignement russe) ou par la tentative d'espionnage de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) déjouée à La Haye en 2018. Malgré ces signaux, le leadership français reste prudent dans sa communication publique, évitant de trop personnaliser l'antagonisme avec le Kremlin. La priorité de l'époque (2018-2019) est alors de réinventer une architecture de sécurité européenne incluant la Russie, comme le proposait Emmanuel Macron dans son discours de la Sorbonne (septembre 2017) puis de manière plus concrète en 2019 lorsqu'il lance l'idée d'un rapprochement UE-Russie pour contrebalancer la rivalité sino-américaine.

Il en résulte, jusqu'à l'aube de 2022, un décalage de rythme entre la *menace réelle croissante* que représente la Russie – perçue de manière aiguë par les pays voisins de celle-ci – et la *réponse stratégique française*, mesurée et empreinte de pari sur le long terme. L'entourage d'Emmanuel Macron plaide encore fin 2021 pour une relance du dialogue de sécurité avec Moscou, dans l'espoir de prévenir un embrasement en Ukraine. À ce stade, la doctrine française est donc encore ambivalente : la Russie est considérée comme un partenaire difficile, potentiellement dangereux, mais pas comme un ennemi irréductible. La bascule conceptuelle ne s'est pas opérée.

3. 2022 : le « sursaut stratégique » face à l'agression russe

L'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 constitue le catalyseur qui met fin aux ambiguïtés. L'agression, d'une ampleur inédite en Europe depuis 1945, est perçue à Paris comme un « séisme stratégique » qui bouleverse brutalement l'ordre de sécurité européen. Dès les premiers jours, la France condamne fermement l'attaque, active les mécanismes de sanction au sein de l'UE et de l'ONU, et décide de livraisons d'équipement militaire à l'Ukraine. Emmanuel Macron, qui avait encore tenté une médiation de la dernière chance en se rendant à Moscou mi-février 2022, constate l'échec de ses efforts de dissuasion diplomatique. Il alerte publiquement que « la guerre est revenue en Europe » et que notre propre sécurité est en jeu aux côtés de celle des Ukrainiens⁷. La rhétorique change d'intonation : le Président français parle d'« entrée dans une nouvelle ère » stratégique de dangers, où « rester spectateurs serait une folie ».

La prise de conscience s'opère donc dans l'urgence. Un *sursaut* se manifeste sur plusieurs plans :

- Sur le plan doctrinal et capacitaire, la France décide d'accélérer son réarmement. Emmanuel Macron annonce, dès mars 2022, une augmentation de l'effort de défense. Ce sera concrétisé par l'élaboration anticipée d'une nouvelle Loi de programmation

⁵ Macron, E. (2019, 27 août). *Discours du Président de la République à la conférence des ambassadeurs*. Présidence de la République. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/08/27/discours-du-president-de-la-republique-a-la-conference-des-ambassadeurs-1>

⁶ France 24. (2019, 27 août). *En direct : discours d'Emmanuel Macron à la conférence des ambassadeurs*. France 24. <https://www.france24.com/fr/20190827-direct-macron-live-conference-ambassadeurs>

⁷ Macron, E. (2025, 5 mars). *Adresse aux Français*. Présidence de la République. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2025/03/05/adresse-aux-francais-6>



militaire (LPM 2024-2030), rompant avec la précédente LPM qui courait initialement jusqu'en 2025⁸. Le nouveau projet, dévoilé en 2023, prévoit une enveloppe record de 413 milliards d'euros pour la défense sur 2024-2030, soit une hausse de près de 40% par rapport à la programmation précédente. Cette inflexion budgétaire est directement justifiée par la guerre en Ukraine : « *La situation nouvelle créée par l'agression de l'Ukraine par la Russie* » impose de revoir à la hausse les moyens militaires afin de faire face aux menaces et de « *maintenir [la France] parmi les premières puissances militaires au monde* ». La France entend ainsi rattraper son retard dans certains domaines (munitions, défense sol-air, cyberdéfense...) mis en lumière par le conflit ukrainien.

- Sur le plan diplomatique et allié, Paris se rallie sans ambiguïté à l'unité occidentale contre Moscou. L'OTAN, que la France voyait encore en « état de mort cérébrale » (The Economist) fin 2019 selon les mots d'Emmanuel Macron, retrouve aux yeux de Paris une pertinence centrale. La France déploie des forces supplémentaires en Roumanie dans le cadre d'un bataillon multinational de l'OTAN, et soutient l'accélération de l'intégration de la Finlande et la Suède à l'Alliance. Au niveau européen, l'Élysée pousse à des mesures inédites, telles que la facilité européenne de paix (qui finance des livraisons d'armes à l'Ukraine) ou des achats conjoints de munitions, autant d'initiatives qui seraient jugées inconcevables sans la nouvelle donne de 2022. Ce faisant, la France voit confirmée rétrospectivement la nécessité de l'autonomie stratégique européenne qu'elle prônait : la crise montre que l'Europe doit pouvoir se défendre et s'organiser, même si l'assistance américaine demeure vitale dans l'immédiat. En un sens, l'Europe a « *appris en marchant* » en 2022 : elle a rompu ses dépendances critiques (par exemple l'achat de gaz russe, réduit à néant en quelques mois), accru drastiquement ses dépenses militaires, et renforcé sa coordination stratégique. Cependant, la France mesure que cet élan devra être pérennisé une fois l'urgence passée, sans quoi l'« autonomie » restera un horizon théorique plus qu'un acquis réel.
- Sur le plan interne et conceptuel, 2022 voit la France embrasser pleinement l'idée que la confrontation avec la Russie pourrait être durable et multidimensionnelle. La guerre en Ukraine n'est plus envisagée comme une crise ponctuelle à régler diplomatiquement, mais comme le symptôme d'une hostilité structurelle. Le lexique évolue : les plus hautes autorités françaises désignent désormais la Russie non plus comme un simple *partenaire difficile*, mais comme un *adversaire* dans l'ordre international. Ainsi, dès l'été 2022, le ministre des Armées Sébastien Lecornu évoque « la nécessité d'une économie de guerre » pour soutenir l'effort de défense face aux menaces présentes et à venir ; Emmanuel Macron lui-même déclare au salon militaire d'Eurosatory en juin 2022 : « *nous entrons dans une économie de guerre dans laquelle [...] nous allons durablement devoir nous organiser* »⁹. Cette formule, prononcée devant l'industrie de défense, officialise l'idée que le pays tout entier doit se mobiliser comme en période de conflit, car la paix n'est plus la norme. L'accent est mis sur l'urgence temporelle : il faut aller plus vite, produire plus, reconstituer stocks et capacités, car la compétition de sécurité s'est brutalement intensifiée. La notion de *défense nationale globale* refait surface, impliquant l'ensemble de la Nation. En somme, la France opère dès 2022 une sorte de « réveil stratégique » où elle admet avoir sous-estimé la menace russe et s'engage dans une réponse à la hauteur, quitte à rompre avec certains paradigmes du passé.

⁸ Ministère des Armées. (2023, 4 avril). *Loi de programmation militaire 2024-2030 : les grandes orientations*.

<https://www.defense.gouv.fr/ministere/politique-defense/loi-programmation-militaire-2024-2030/loi-programmation-militaire-2024-2030-grandes>

⁹ Macron, E. (2022, 13 juin). *Déclaration de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur les industries d'armement française et européenne, à Villepinte le 13 juin 2022*. Vie publique. <https://www.vie-publique.fr/discours/285399-emmanuel-macron-13062022-industrie-darmement>



La RNS 2022, publiée en novembre de cette année charnière, sera précisément le document synthétisant ce réalignement doctrinal. Il convient d'en examiner le contenu en détail, ainsi que celui de son actualisation de 2025, pour mesurer l'ampleur de l'évolution de la perception française de la menace russe entre le début et la fin de la période considérée.



II. Des RNS 2022 à 2025 : mutation doctrinale, économie de guerre et adversaire durable

1. La RNS 2022 : reconnaissance d'une menace militaire et hybride, premiers ajustements

La Revue nationale stratégique 2022, présentée le 9 novembre 2022, explicite sans ambages le tournant stratégique imposé par la guerre d'Ukraine. Le document commence par l'énumération des « bouleversements » survenus en 2022 : « *l'invasion de l'Ukraine, le durcissement de la compétition stratégique, le retour explicite du fait nucléaire dans la compétition stratégique et un recours accru aux modes d'action non militaires* ». Chacun de ces éléments renvoie directement à la Russie : c'est bien Moscou qui a ravivé la menace d'une guerre conventionnelle majeure en Europe, qui brandit régulièrement la menace nucléaire dans ses discours, et qui multiplie les actions hostiles sous le seuil du conflit armé (cyberattaques, ingérences électorales, instrumentalisation de l'énergie, etc.). La RNS 2022 note que ces facteurs « *ont conduit à réviser la posture nationale stratégique de la France* », autrement dit ont rendu nécessaire une adaptation en urgence de la stratégie française.

Plus loin, la RNS 2022 désigne clairement la Russie comme principal agent de la détérioration de l'environnement de sécurité. Elle constate la transition d'« *une compétition latente à une confrontation ouverte, de la part de la Russie* ». Elle analyse que Moscou mène désormais une « *stratégie intégrale* » d'affrontement, combinant la guerre conventionnelle (contre l'Ukraine) et la guerre hybride (ingérences politico-informationnelles), le tout appuyé sur une posture de chantage nucléaire. La conséquence tirée est sans équivoque : « *la rupture introduite par la guerre et l'irréversibilité des choix stratégiques russes imposent d'anticiper une confrontation avec Moscou* ». Cette phrase, extraite de la RNS 2022, marque un tournant conceptuel majeur. La France acte qu'il lui faut se préparer à l'éventualité d'un affrontement direct avec la Russie – éventualité jusqu'alors largement écartée. La RNS 2022 rejoint en cela les analyses de nombreux stratèges est-européens : l'agressivité russe n'est plus conjoncturelle mais bien structurelle tant que le régime actuel poursuivra ses ambitions.

Dans le détail, la RNS 2022 décline cette nouvelle appréciation de la menace en plusieurs points saillants :

- Elle souligne le retour du nucléaire comme paramètre de la compétition stratégique, du fait des rappels constants par Moscou de sa force de frappe nucléaire et de la fragilisation du régime de maîtrise des armements (retrait russe du traité FNI en 2019, violations du traité Ciel Ouvert, etc.). Ce retour du *fait nucléaire* est vu comme un facteur de déstabilisation des équilibres stratégiques, risquant de favoriser la prolifération. Pour la France, puissance nucléaire attachée à sa doctrine de dissuasion strictement défensive, la banalisation des menaces nucléaires russes justifie de pérenniser et moderniser sa propre dissuasion¹⁰. Ainsi, la RNS 2022 réaffirme que la dissuasion française contribue à la sécurité de l'Alliance et de l'Europe face à des puissances comme la Russie qui « *multiplient les postures d'intimidation* ».
- La RNS 2022 met l'accent sur la menace hybride russe. Elle rappelle que ces modes d'action (cyberattaques, désinformation, coercition économique, sabotage clandestin)

¹⁰ Finaud, M. (2022, 24 novembre). *La Revue nationale stratégique 2022 : un périlleux exercice d'équilibriste ou le règne du « en même temps »*. Initiatives pour le désarmement nucléaire (IDN). <https://www.idn-france.org/nos-publications/la-revue-nationale-strategique-2022-un-perilleux-exercice-dequilibriste-ou-le-regne-du-en-meme-temps-dupliquer-13514/>




« ont montré leur impact sur de multiples théâtres » et exploitent les difficultés des États occidentaux à répondre de manière efficace sans sortir de leur cadre légal. Elle cite explicitement la « *volonté d'engager la confrontation militaire directe* » de la Russie combinée à la « *guerre de l'information et [aux] ingérences* ». En clair, la RNS 2022 envoie le message que la Russie attaque désormais sur tous les fronts, et qu'il faut donc renforcer notre résilience sur tous ces fronts imbriqués. Cette prise en compte du caractère *intégral* de la menace (cinétique et non-cinétique) est une évolution notable par rapport aux précédents documents stratégiques, qui cloisonnaient plus nettement les domaines.

- Conséquemment, la RNS 2022 redéfinit les objectifs stratégiques de la France pour tenir compte de cette menace protéiforme. Elle présente *dix objectifs stratégiques* pour l'horizon 2030, en cohérence avec les fonctions stratégiques redéfinies (connaissance/anticipation, dissuasion, protection-résilience, prévention, intervention, influence). Sans entrer dans chaque objectif, on note qu'elle insiste particulièrement sur ceux liés à la protection du territoire et de la population, et à la résilience nationale. L'objectif stratégique n°2 (SO2) en 2022 est formulé ainsi : « *Assurer la résilience de la population, de la société et du fonctionnement de l'État face aux crises et aux menaces* ». L'objectif n°3 (SO3) porte sur la mobilisation de l'économie et de la technologie au service de la défense. Ces deux axes (résilience sociétale et économie de défense) apparaissent comme des nouveautés saillantes, traduisant la volonté d'embarquer l'ensemble du pays dans l'effort de sécurité – ce qui, là encore, fait écho à la perception d'une menace diffuse pouvant toucher la société civile directement. Nous reviendrons plus en détail sur l'évolution de ces objectifs dans la RNS 2025, plus loin.

En somme, la RNS 2022 consacre la reconnaissance officielle de la Russie comme menace principale pour la France et l'Europe. Elle acte que la confrontation est *déjà* engagée (ne serait-ce qu'indirectement via l'Ukraine et dans les espaces hybrides), et qu'elle pourra s'aggraver. Pour autant, le ton de 2022 reste mesuré par rapport à ce qu'il deviendra en 2025 : la RNS 2022 ne va pas jusqu'à qualifier la Russie d'ennemi déclaré, ni à parler explicitement d'« adversaire durable » dans ces termes, mais elle la décrit comme une puissance hostile dont il faut anticiper les actions agressives. Le document reste également dans le cadre conceptuel de l'autonomie stratégique européenne (il s'inscrit « dans la continuité de la boussole stratégique de l'UE »), montrant que la France en 2022 mise sur une réponse collective euro-atlantique renforcée. En clair, la RNS 2022 opère un rattrapage doctrinal : elle aligne la pensée stratégique française sur ce que les faits imposent, en rompant avec certains tabous (anticiper une guerre de haute intensité en Europe, envisager de longue date un rapport d'affrontement avec Moscou).

2. La RNS 2025 : un ton de fermeté accrue et la « défense globale » face à un adversaire pérenne

Trois ans après, la Revue nationale stratégique 2025 – présentée le 14 juillet 2025 – vient actualiser le diagnostic et préciser la trajectoire à suivre jusqu'en 2030. Le contexte est celui d'une guerre en Ukraine toujours en cours, mais aussi d'un enchaînement d'autres crises (tensions au Moyen-Orient, affirmation chinoise, etc.) qui confirment l'entrée dans une ère d'instabilité généralisée. Dès son préambule, la RNS 2025 dresse un constat sans détour : « *D'ici 2030, la principale menace pour la France et les pays européens est désormais celle d'une guerre ouverte contre le cœur de l'Europe* », impliquant un engagement majeur des armées hors du territoire national, « *accompagné d'une augmentation massive des attaques hybrides sur notre sol* ». Cette phrase, rédigée à froid dans un document officiel, a un poids historique. Elle signifie que la France considère de facto qu'un conflit direct avec la Russie en Europe est le scénario de menace numéro un à planifier. Là où la RNS 2022 parlait d'anticiper une confrontation avec Moscou dans des termes généraux, la RNS 2025 précise l'hypothèse :



une guerre majeure en Europe même, combinant front militaire extérieur et agressions hybrides intérieures.

La RNS 2025 explicite également la nature durable de la menace russe. Elle indique par exemple que « *la Russie, en particulier, menace le plus directement aujourd'hui et pour les années à venir les intérêts de la France, ceux de ses partenaires et la stabilité même du continent européen* »¹¹. Plus encore, le texte souligne que la Russie s'est elle-même positionnée en ennemi déclaré de l'Europe : « *La Russie qualifie elle-même l'Europe d'ennemie, multiplie les menaces explicites et directes à son encontre* ». Ce constat s'appuie sur le discours officiel russe (en 2023-2024, le Kremlin et ses organes de propagande ont adopté une rhétorique ouvertement anti-occidentale, parlant de l'Occident collectif comme d'un adversaire à abattre). Pour la France, cela entérine l'idée que l'hostilité sera prolongée, indépendamment même de l'issue de la guerre en Ukraine. La RNS 2025 envisage clairement la perspective de *vivre sous la menace russe pendant des années, voire des décennies* tant que le régime au pouvoir à Moscou restera animé d'objectifs impérialistes. La Russie est désormais perçue non pas comme un problème temporaire, mais comme un adversaire durable structurant l'environnement stratégique de la France à horizon 2030 et au-delà.

Conséquemment, le ton global de la RNS 2025 est encore plus ferme que celui de 2022. Là où le document de 2022 restait mesuré dans ses qualificatifs, celui de 2025 emploie un langage de détermination et de mobilisation générale. Il est question de « *défense et sécurité nationale globales* » mobilisant l'État « *dans son ensemble* » et impliquant « *toute la Nation* ». Le concept de « *réarmement, y compris moral, de la Nation* » est mis en avant, entendant par là que la réponse n'est pas seulement militaire et matérielle, mais aussi psychologique et résiliente. La RNS 2025 affiche l'ambition que la France soit armée matériellement et moralement en 2030 pour faire face et gagner, avec ses alliés, une guerre majeure de haute intensité. Cette mention explicite de la dimension morale et psychologique indique que la France se prépare non seulement à produire des armes, mais aussi à endurcir sa population et ses forces face aux épreuves qu'impliquerait un conflit d'une telle ampleur.

Un des changements doctrinaux les plus notables entre 2022 et 2025 réside dans la révision des objectifs stratégiques (OS), en particulier l'OS2 et l'OS3 déjà évoqués :

- L'Objectif stratégique n°3 (SO3), lié à l'économie de défense, a été substantiellement renforcé en formulation. En 2022, il s'intitulait « *une économie contribuant à une mentalité de défense* ». En 2025, il devient « *une économie prête à la guerre* ». Le glissement sémantique est significatif : il ne s'agit plus seulement de diffuser une culture de défense dans l'appareil productif, mais de restructurer l'économie pour qu'elle puisse soutenir un effort de guerre prolongé. La RNS 2025 précise ainsi que la France vise une économie permettant la mobilisation des ressources du pays en mode « guerre ». Cette évolution témoigne de la conviction que le niveau de menace exige désormais une posture quasi-warlike permanente. La mise en œuvre d'une *économie prête à la guerre* est un défi considérable : il implique d'assurer des chaînes d'approvisionnement robustes pour les armements, de stimuler la base industrielle et technologique de défense, d'adapter les procédures d'acquisition pour aller plus vite (réduire les cycles de production, éventuellement lever certaines contraintes administratives en cas de crise). La RNS 2025 mentionne d'ailleurs la notion de « brouillard économique de guerre » et la nécessité de renforcer la viabilité budgétaire et la souveraineté financière de la France malgré les chocs. On notera qu'elle affirme une réduction de la dette publique à cette fin, affirmation ayant suscité des interrogations étant donné que la dette française avait augmenté en 2024 – l'indicateur utilisé se référant sans doute aux évolutions du premier semestre 2025 non encore

¹¹ Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale. (2025, 13 juillet). *Revue nationale stratégique 2025 – Actualisation*. https://www.sgdsn.gouv.fr/files/2025-08/20250713_NP_SGDSN_Actualisation_2025_RNS_FR.pdf



consolidées lors de la rédaction. Quoi qu'il en soit, l'accent mis sur l'économie de guerre confirme la préparation à un conflit de longue haleine, où la capacité industrielle et financière du pays serait mise à contribution maximale.

- L'Objectif stratégique n°2 (SO2), consacré à la résilience de la Nation, prend lui aussi une dimension inédite. Déjà présent en 2022, il couvrait la résilience face aux crises variées (pandémie, catastrophes, cyber, terrorisme...). En 2025, il intègre explicitement la préparation de la population à contribuer à un effort militaire majeur et la prise en compte des « actions hybrides de nos concurrents et adversaires sur le sol national ». La RNS 2025 stipule ainsi la nécessité de préparer le public « à contribuer aux efforts militaires en cas d'engagement majeur au-delà du territoire national ». C'est un message fort : il réintroduit l'idée que les citoyens pourraient être mis à contribution directe si la France devait entrer en guerre (par exemple via la réserve opérationnelle, la protection civile, ou divers soutiens logistiques). On assiste ici à une sorte de revival du concept de Nation en armes adapté au XXI^e siècle, non pas par conscription généralisée comme autrefois, mais par la mobilisation volontaire et la sensibilisation généralisée de la société aux enjeux de défense. De fait, la RNS 2025 propose des mesures très concrètes allant dans ce sens : mise en place d'un service militaire volontaire élargi offrant aux jeunes une formation militaire de base (disposition n°201), et éducation généralisée des 13-25 ans aux « menaces hybrides et à la manipulation de l'information » (disposition n°200). L'idée directrice est de construire une culture de résilience chez les citoyens, pour qu'aucun choc stratégique (attaque cyber massive, campagne de désinformation, voire frappe sur une infrastructure critique) ne prenne complètement le pays de court. L'ensemble contribue à préparer les esprits à la possibilité d'une guerre impliquant la France, en renforçant la cohésion nationale et en inculquant les réflexes de vigilance.

En synthèse, la RNS 2025 consacre la transformation de la stratégie française en une stratégie globale de défense, couvrant tous les champs (militaire, civil, économique, informationnel). Elle consacre aussi la désignation de la Russie comme adversaire central et durable. Sans jamais sombrer dans une rhétorique d'hostilité gratuite, elle emploie des termes fermes, identifiant la Russie comme un régime révisionniste, impérial et dangereux, dont les objectifs « demeurent maximalistes et idéologiques » et qui n'hésite pas à employer des modes opératoires « débridés », y compris en Europe. Cette caractérisation conforte la justification de l'ampleur des efforts entrepris par la France. On note que la RNS 2025 inscrit ces efforts dans le cadre plus large d'une Europe qui doit assumer davantage sa sécurité. Elle rappelle l'attachement à l'OTAN tout en soulignant la nécessité de renforcer le pilier européen de défense et d'accroître les investissements européens pour la résilience collective. Dans le même temps, elle souligne la coopération accrue entre la Russie et la Chine, ainsi que la persistance d'autres menaces (terrorisme, prolifération) – mais aucune n'égale la menace russe dans l'immédiat.

Enfin, un aspect notable de la RNS 2025 est la mise en avant de la notion de « défense nationale globale ». Le communiqué de présentation indique qu'elle « définit les contours de la défense globale du pays », « y compris le réarmement moral de la Nation ». Ceci fait écho aux concepts de défense totale développés pendant la guerre froide, ou aux modèles scandinaves récents de « défense totale sociétale ». La France, par cette RNS, semble embrasser l'idée que pour dissuader et, si nécessaire, vaincre la Russie, il faudra jouer sur tous les tableaux : forces armées robustes, population résiliente, économie résistant au choc, alliés soudés, narration stratégique claire. En ce sens, la RNS 2025 est l'aboutissement d'un cheminement entamé en 2022 : elle traduit une radicalisation assumée de la posture française face à la menace russe, où l'objectif affiché est rien moins que d'être prêt à un possible choc frontal, tout en continuant de gérer l'affrontement permanent sous le seuil de la guerre ouverte.



3. Objectifs stratégiques, « économie de guerre » et adversaire désigné : continuités et ruptures

En comparant les deux Revues nationales stratégiques de 2022 et 2025, plusieurs continuités et évolutions se dégagent clairement :

- Continuités : La menace russe est au cœur des deux documents, mais gagne en intensité descriptive en 2025. La thématique des stratégies hybrides apparaît dans les deux RNS comme un enjeu majeur : dès 2022, on insiste sur leur montée en puissance et sur la difficulté d'y répondre dans le respect du droit; en 2025, on va plus loin en parlant d'attaques hybrides massives à venir sur notre sol. De même, les deux RNS affirment l'importance de la dissuasion nucléaire française face aux menaces (avec en 2025 la mention explicite que la dissuasion contribue à défendre l'Europe). Sur le plan des alliances, 2022 et 2025 réaffirment l'ancrage OTAN et l'objectif d'autonomie européenne complémentaire – simplement, 2025 est plus pressante sur le fait que les Européens doivent « *endosser une responsabilité accrue* » dans leur sécurité, vu l'incertitude qui plane sur l'engagement américain futur.
- Ruptures ou du moins évolutions : Le lexique s'est durci entre 2022 et 2025. En 2022, le président Macron, dans son introduction à la RNS, parlait du retour de la guerre de haute intensité sur le sol européen en évitant d'attribuer directement la responsabilité à la Russie dans la phrase – formulation diplomatique implicite. En 2025, au contraire, son ton est beaucoup plus direct : il identifie nommément la Russie comme *menace persistante* et *durable* aux frontières de l'Europe, qualifiant la Russie d'« élément constant d'instabilité mondiale ». Cette différence de ton reflète l'accroissement de la perception de la menace par la France en l'espace de trois ans.

Par ailleurs, l'échelle des réponses envisagées s'est élargie. La RNS 2022, bien qu'ambitieuse, restait centrée sur les mesures à prendre pour adapter nos capacités et renforcer notre résilience de manière générale. La RNS 2025 propose des actions plus radicales : elle entérine la préparation à une économie de guerre complète et la contribution directe des citoyens à l'effort de défense. Elle dépasse le seul cadre du ministère des Armées pour engager la Nation entière. On observe ainsi un glissement d'une *posture de réaction* (en 2022, rattraper le retard, augmenter les moyens) vers une *posture d'anticipation proactive* (en 2025, se préparer au pire scénario, révolutionner l'organisation de l'État et de l'économie en conséquence).

Enfin, on peut noter que la Russie, d'objet de gestion diplomatique qu'elle était encore jusqu'en 2021, est devenue un enjeu de mobilisation démocratique interne. La RNS 2025, conjuguée aux discours qui l'accompagnent, insiste sur la nécessité d'expliquer et faire accepter ces efforts à la population : « *l'adhésion de l'ensemble des Français* » est explicitement posée comme condition de réussite de l'ambition de défense. Cela préfigure le volet communicationnel et politique que nous allons examiner dans la partie suivante : comment l'État français a-t-il *communiqué* la menace russe et la réponse à apporter, afin précisément de *légitimer* ce tournant stratégique aux yeux des citoyens et de renforcer la résilience sociale ? Avant d'y venir, retenons que du point de vue doctrinal pur, la période 2022-2025 a vu la France ouvrir les yeux tardivement mais complètement sur la dangerosité de la Russie, et adapter en profondeur sa stratégie en conséquence. La menace russe est passée du statut de menace secondaire et évitable à celui de menace principale, explicite et durable, justifiant un réarmement accéléré et une mobilisation générale de l'État – ce qui



représente un changement de paradigme majeur pour la politique de défense française du début du XXI^e siècle.

La perception citoyenne de la menace : un angle mort de la stratégie française

Alors que la France actualise sa doctrine et reconnaît la Russie comme menace prioritaire, la communication du gouvernement vers la population demeure insuffisamment structurée. Un décalage persistant existe entre la clarté du diagnostic stratégique et la confusion ressentie par une partie de la population française quant au niveau réel de menace.

Cette dimension sociopolitique éclaire un point essentiel : une stratégie crédible suppose aussi une pédagogie nationale, faute de quoi la résilience collective risque de rester théorique. Cette question irrigue en filigrane notre analyse et réapparaîtra dans les conclusions de cette note.



III. La communication stratégique de l'État : de la retenue diplomatique à la pédagogie de la menace

1. Nommer l'ennemi : l'évolution du discours officiel de 2022 à 2025

Parallèlement à l'ajustement doctrinal, la France a fait évoluer son discours politique de façon notable vis-à-vis de la Russie. La communication d'État – entendue ici au sens large, englobant déclarations du Président, des ministres, interventions officielles et documents publics – est un instrument à part entière de la stratégie, particulièrement dans une démocratie où il importe d'expliquer les enjeux sécuritaires aux citoyens. Entre 2022 et 2025, on assiste à un net *durcissement lexical* de cette communication, traduisant la montée en intensité de la perception de la menace et visant à préparer l'opinion à de possibles sacrifices.

Au début de la guerre en Ukraine, en 2022, le ton d'Emmanuel Macron reste mesuré dans le choix des mots, malgré la gravité de la situation. Par exemple, lors de son allocution télévisée du 2 mars 2022, s'adressant aux Français sur le conflit ukrainien, il parle de « *retour de la guerre en Europe* » et condamne l'invasion russe, mais veille encore à dissocier Poutine du peuple russe, et à ne pas fermer la porte à la diplomatie. De même, dans l'introduction qu'il signe pour la RNS 2022 (datée de l'automne 2022), Macron décrit la guerre en Ukraine comme « *le retour de la guerre de haute intensité sur le sol européen* » – formule qui, notons-le, évite de rejeter explicitement et directement la faute sur la Russie dans sa tournure. Cette précaution lexicale peut s'expliquer par le fait qu'en 2022, la France cherche encore, en parallèle des sanctions, à maintenir un canal de dialogue avec Moscou (tentatives de médiation, échanges téléphoniques fréquents Macron-Poutine jusqu'à l'automne 2022). La communication présidentielle reste donc calibrée pour condamner l'acte (l'invasion) sans verser dans l'invective personnelle. C'est une forme de *retenue diplomatique*, signalant que la France « ne ferme pas la porte » et distingue, dans son discours du moins, le régime russe du peuple russe ou de la Russie comme civilisation.

Cette posture évolue sensiblement par la suite. En 2023 et plus encore en 2024-2025, face à la persistance du conflit et à l'absence de progrès diplomatique, la communication française se libère de certaines précautions oratoires. Des responsables clés commencent à critiquer ouvertement le comportement de l'État russe et à désigner la Russie comme une menace directe pour la France et l'Europe dans leurs allocutions publiques. Ce tournant s'observe d'abord dans les propos ministériels : la Ministre des Affaires étrangères Catherine Colonna, par exemple, lors d'entretiens ou de conférences en 2023, insiste sur le caractère « brutal et révisionniste » de la politique russe, sur la nécessité de tenir tête à Poutine, etc. Mais c'est surtout au sommet de l'État, chez le chef de l'État lui-même, que le durcissement s'incarne de manière frappante.

Le discours du Président Macron du 5 mars 2025, une adresse solennelle aux Français à 20h depuis l'Élysée, constitue un point charnière de cette communication de l'État. Dans ce discours télévisé de 13 minutes, Emmanuel Macron adopte un ton d'une franchise et d'une gravité inhabituelles depuis la fin de la guerre froide. Il déclare notamment : « *Au-delà de l'Ukraine, la menace russe est là et touche les pays d'Europe. Nous touche. [...] La Russie est devenue, au moment où je vous parle, et pour les années à venir, une menace pour la France et pour l'Europe.* ». Ces phrases – prononcées directement à l'attention de la population française – marquent une rupture avec le langage feutré d'autrefois. La Russie y est explicitement nommée comme menace envers la France, ce qui n'avait jamais été formulé de la sorte auparavant par un président français depuis 1991. Macron dresse en outre un tableau concret des actions hostiles de Moscou : il accuse la Russie de « *violier nos frontières pour*



assassiner des opposants », de « manipuler les élections en Roumanie et en Moldavie », « d'organiser des attaques numériques contre nos hôpitaux », de répandre des mensonges sur les réseaux sociaux, et de « tester nos limites dans les airs, en mer, dans l'espace et derrière nos écrans ». Ce véritable réquisitoire factuel liste les éléments de la guerre hybride russe qui affectent directement ou indirectement la France : assassinats politiques (référence implicite à l'affaire Skripal ou à d'autres éliminations), ingérences électorales régionales (Moldavie, Balkans), cyberattaques contre des infrastructures civiles (hôpitaux français ciblés par des ransomwares attribués à des hackers russophones), désinformation massive en ligne, provocations militaires (survol de drones ou d'avions russes, etc.). Le Président français ne prend plus de gants : il expose ces faits au grand jour, pour que nul n'ignore la réalité de l'agressivité multiforme de la Russie. Enfin, il en tire une conclusion sans appel : « *Qui peut donc croire que la Russie d'aujourd'hui s'arrêtera à l'Ukraine ?* » La menace est donc présentée comme existentielle pour l'ordre européen, nécessitant une réaction résolue.

Cette adresse du 5 mars 2025 a été largement commentée dans la presse et par les analystes, certains y voyant un tournant vers un véritable *discours de « guerre »* assumé¹², d'autres saluant au contraire une pédagogie salutaire envers l'opinion¹³¹⁴. On peut noter que le président y a lié directement la situation en Ukraine et la sécurité des Français, justifiant explicitement l'aide militaire à Kiev non seulement par solidarité morale mais par intérêt bien compris de la France elle-même. Il a aussi appelé les Français à la *vigilance* et à l'unité, invoquant leur « force d'âme » pour affronter cette nouvelle ère d'insécurité. Ce thème de la mobilisation morale du peuple, rare dans la bouche des présidents depuis des décennies, fait écho à la notion de « réarmement moral » mentionnée dans la RNS 2025. Ainsi, la communication politique se met en cohérence avec les objectifs stratégiques : informer sans détour de la menace et stimuler la résilience collective.

Au-delà d'Emmanuel Macron, d'autres voix de l'exécutif adoptent une communication plus directe. Citons par exemple le Ministre délégué au numérique, Jean-Noël Barrot, qui le 25 septembre 2025 prononce un discours remarqué à l'Université Harvard aux États-Unis, sur le thème de la protection de la démocratie face aux régimes autoritaires. Dans cette intervention, Barrot n'hésite pas à recourir à une rhétorique imagée et incisive : il compare Vladimir Poutine au *Darth Sidious* de Star Wars orchestrant la chute d'une République démocratique¹⁵, et déroule les étapes de la stratégie du Kremlin pour saper les démocraties : guerres (Géorgie, Ukraine) contre des voisins voulant choisir librement leur destin européen, fronts séparatistes montés de toutes pièces, manipulations électorales en Europe (Allemagne, Roumanie, Moldavie citées nommément)¹⁶, sabotage et cyberattaques (il mentionne explicitement « *sabotage* » et « *cyberattaques* » contre l'Union européenne), campagnes de désinformation et soutien aux mouvements autoritaires partout en Occident. Barrot va jusqu'à déclarer : « *Au-delà de l'Ukraine, c'est l'Union européenne, un projet intrinsèquement démocratique, que cible Vladimir Poutine. Il la déteste, elle et ce qu'elle représente.* ». Il met en garde contre l'illusion selon laquelle nous serions à l'abri : selon lui, les ennemis de la démocratie sont aussi à l'intérieur de nos sociétés, surfant sur le populisme et les émotions manipulées pour affaiblir

¹² Le Monde. (2025, 6 mars). *Face à la « menace russe », Emmanuel Macron sollicite la « force d'âme » des Français*. https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/03/06/face-a-la-menace-russe-emmanuel-macron-sollicite-la-force-d-ame-des-francais_6576648_823448.html

¹³ Reuters. (2025, 5 mars). *Macron's address to the French nation on ramping up defence spending*. <https://www.reuters.com/world/europe/macrons-address-french-nation-ramping-up-defence-spending-2025-03-05/>

¹⁴ Euronews. (2025, 5 mars). *Macron: "Russia is a threat to France and to Europe"*. <https://www.euronews.com/my-europe/2025/03/05/french-president-emmanuel-macron-says-russia-is-a-threat-to-france-and-to-europe>

¹⁵ Barrot, J.-N. (2025, 25 septembre). *Speech by Jean-Noël Barrot, Minister for Europe and Foreign Affairs, at Harvard Kennedy School*. Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/the-ministry-and-its-network/news/article/speech-by-jean-noel-barrot-minister-for-europe-and-foreign-affairs-at-harvard>

¹⁶ Barrot, J.-N. (2025, 25 septembre). *Déclaration de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, sur la démocratie, à Cambridge, Massachusetts le 25 septembre 2025*. Vie publique. <https://www.vie-publique.fr/discours/300302-jean-noel-barrot-25092025-democratie>



de l'intérieur l'édifice démocratique – un phénomène encouragé et exploité, suggère-t-il, par la Russie via ses relais d'influence. Ce discours, bien que prononcé devant un auditoire américain, a été diffusé en France et a frappé par sa liberté de ton. Entendre un ministre français déclarer publiquement que « *Prenez Vladimir Poutine... ses guerres coloniales tiennent en un mot : la démocratie [...] Il a tenté de manipuler des élections en Allemagne, en Roumanie et en Moldavie. A-t-il réussi ? Non. Réussira-t-il ? Certainement pas.* », relève d'un registre combatif qui tranche avec la diplomatie traditionnelle.

La logique de ce durcissement du discours répond à une double finalité : pédagogique et dissuasive. Elle est d'abord pédagogique, dans la mesure où il s'agit d'expliquer à la population française — indirectement et au nom de la Nation — la nature du danger auquel elle est confrontée, afin de susciter l'adhésion aux mesures engagées par l'État, qu'il s'agisse de l'augmentation de l'effort de défense, de possibles conséquences économiques ou d'une adaptation plus générale à un environnement de sécurité dégradé. Cette pédagogie vise moins à dramatiser qu'à rendre intelligible un changement de posture stratégique et à inscrire celui-ci dans un récit compréhensible pour les citoyens.

Il convient toutefois de souligner que certains discours s'inscrivant dans cette logique n'étaient pas initialement destinés au public français. Ainsi, l'intervention prononcée devant un auditoire américain, au sein d'une faculté de sciences politiques à Harvard, a été délivrée en anglais et n'a été relayée en français que par des canaux institutionnels restreints. Le choix du lieu — centre de formation des élites politiques internationales — ainsi que les références culturelles mobilisées suggèrent que ce discours visait prioritairement un public international, et plus spécifiquement américain, dans un contexte de fortes incertitudes politiques aux États-Unis. Pour autant, du fait de la fonction représentative de l'orateur s'exprimant au nom de la France, cette parole conserve un poids politique réel. Si elle venait à être largement diffusée dans l'espace médiatique national, sa portée pédagogique demeurerait pleinement opérante pour l'opinion française.

Ce durcissement est ensuite dissuasif. En nommant publiquement l'adversaire et en caractérisant explicitement ses modes opératoires, la France cherche également à décourager la poursuite de certaines actions hostiles, en montrant qu'elles sont identifiées, documentées et intégrées dans sa préparation stratégique. Cette logique de *namings and shaming* a été illustrée de manière particulièrement nette en avril 2025, lorsque la France a, pour la première fois, attribué officiellement au renseignement militaire russe (GRU) une série de cyberattaques contre des intérêts français, menées via le groupe APT28.

Dans sa déclaration publique du 29 avril 2025, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a condamné « avec la plus grande fermeté » ces agissements, précisant qu'une dizaine d'entités françaises — services publics, entreprises et organisations liées notamment aux Jeux olympiques de 2024 — avaient été ciblées depuis 2021. Le communiqué rappelait également que ce même groupe avait été impliqué dans le sabotage de TV5Monde en 2015 et dans des tentatives d'ingérence lors de l'élection présidentielle française de 2017. Qualifiant ces pratiques d'« inacceptables et indignes d'un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies », la France affirmait sa détermination à mobiliser « tous les moyens à sa disposition » pour anticiper, décourager et répondre aux comportements malveillants russes dans le cyberspace.

La mise en visibilité publique de ces informations répond ainsi à une double logique cohérente : éclairer l'opinion nationale sur la réalité des menaces et signaler à Moscou que ces opérations ne relèvent plus d'une zone grise tolérée. En exposant ces actions à la lumière du jour et en s'alignant sur ses partenaires européens ayant adopté des condamnations comparables, Paris signifie clairement que l'impunité n'est plus de mise.

En conclusion de cette section, on constate que la communication stratégique française s'est adaptée en parallèle de l'évolution de la menace : plus la menace a été perçue



comme aiguë et durable, plus le discours s'est fait clair, direct et déterminé. La France n'hésite plus à qualifier la Russie d'adversaire, de menace, et à l'accuser d'actes hostiles précis. Cette transparence relative tranche avec la prudence d'antan, mais elle est considérée comme nécessaire pour préparer la population (ce que la RNS 2025 appelle la construction de la résilience cognitive) et pour renforcer la crédibilité de la posture dissuasive française à l'égard de Moscou. Cependant, cette évolution du discours n'est pas sans soulever des défis, notamment celui de maintenir l'adhésion de l'opinion sans tomber dans une psychose de guerre ou dans une diabolisation excessivement simpliste qui pourrait se retourner contre l'objectif recherché. L'équilibre à trouver est délicat : dire la vérité sur la menace, sans pour autant basculer dans une rhétorique belliciste anxiogène. Jusqu'ici, le gouvernement semble s'être efforcé de combiner la fermeté sur le diagnostic (la menace existe, elle est grave) et la réassurance sur la capacité à y faire face (la France et ses alliés sont forts, unis, et agiront pour protéger la population).

Conséquences du durcissement discursif : une pédagogie stratégique inachevée

Si la RNS 2025 marque une avancée majeure dans la clarté du discours stratégique sur la Russie, une zone d'ambiguïté persiste : la communication vers le public français reste moins précise que le diagnostic formulé par l'État.

Les autorités insistent sur la nécessité de préparer la population à une phase de « dangers accrus », mais sans expliciter clairement le niveau de risque ni les scénarios plausibles.

Il en résulte une perception diffuse et « floue » de la menace : les Français savent que la Russie est hostile, mais peinent à mesurer la gravité réelle de la situation ou les implications concrètes pour leur quotidien (ex. résilience civile, préparation aux crises, risques hybrides).

Cette dissonance entre précision doctrinale et prudence communicationnelle constitue une vulnérabilité dans un contexte où la guerre informationnelle russe vise précisément les zones d'incertitude.

2. Sensibiliser pour résister : résilience démocratique et pédagogie de l'effort

L'un des aspects centraux de la communication étatique récente est la pédagogie de la résilience démocratique. Conscient que les mesures de défense renforcées n'auront de légitimité que si les citoyens en comprennent l'enjeu, l'État français a multiplié les initiatives pour expliquer la menace et impliquer le public dans la réponse à celle-ci.

D'abord, la communication officielle s'attache à inscrire la menace russe dans un cadre de valeurs. Il ne s'agit pas seulement de dire que la Russie menace nos intérêts matériels, mais aussi qu'elle attaque nos principes démocratiques. Le discours de Jean-Noël Barrot à Harvard en est une illustration flamboyante : en soulignant que Poutine s'attaque à la démocratie elle-même, et en rappelant l'héritage commun franco-américain de Lafayette dans la défense de la liberté, Barrot replace le conflit dans le registre quasi-existential des valeurs universelles. Cette narration vise à mobiliser l'adhésion au-delà du seul calcul géopolitique. De la même manière, Emmanuel Macron, dans son adresse du 5 mars 2025, fait appel à l'Histoire et à la morale : il regrette profondément que la Russie soit devenue une menace, affirmant qu'à long terme la paix se fera avec une Russie apaisée, mais qu'en attendant il faut tenir bon car céder serait sacrifier les principes de liberté et de droit. Il rappelle que « *on ne peut plus croire la Russie sur parole* » en se référant à l'échec des accords de Minsk de 2015 non respectés par Moscou, afin de justifier la fermeté actuelle. En d'autres termes, il déroule une *pédagogie historique* – nous avons déjà été trompés, ne reproduisons pas l'erreur de la naïveté – et une *pédagogie normative* – nous défendons un certain ordre international et des valeurs



humanistes. Cette approche cherche à cimenter une résilience démocratique en donnant du sens à l'effort demandé : ce n'est pas seulement une question de sécurité brute, c'est la défense d'un modèle de société.

Ensuite, la communication prend soin de détailler les mesures concrètes pour montrer aux citoyens que l'État agit et les protège. Cela vise à éviter deux écueils : le fatalisme (penser qu'on ne peut rien faire face à la menace) et l'indifférence (ne pas se sentir concerné). Par exemple, en mentionnant publiquement la création d'un nouveau plan de protection des infrastructures critiques, ou la montée en puissance de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) pour parer les cybermenaces, les autorités rassurent sur le fait qu'elles *prennent les devants*. Lors de l'épisode de probables sabotages de câbles sous-marins et de fibre optique en 2024, qui avait perturbé les communications en France et en Europe, le gouvernement a communiqué en lien avec ses partenaires européens sur le renforcement de la surveillance maritime et la protection des infrastructures sous-marines¹⁷. Une déclaration conjointe, cosignée par la France, a dénoncé « *les activités hybrides croissantes de la Russie, sans précédent par leur variété et leur échelle, qui créent des risques de sécurité significatifs* ». En informant le public de cette intensification de vigilance, la France visait à la fois à *montrer sa détermination* (nous ne tolérerons pas les sabotages) et à *impliquer* l'opinion (en l'occurrence les médias et les entreprises ont été sensibilisés à la protection des câbles critiques).

Un autre champ de la pédagogie de l'effort consiste à préparer les esprits aux sacrifices potentiels. La guerre en Ukraine a eu des conséquences économiques pour les Français (inflation énergétique, coût budgétaire du soutien militaire, etc.). Plutôt que de les occulter, le gouvernement a cherché à les contextualiser. Par exemple, la Première ministre ou le ministre de l'Économie ont, dès 2022, expliqué que la hausse des prix de l'énergie était en partie « *le prix de notre liberté* » face au chantage russe sur le gaz – reprenant ainsi un élément de langage présent dans plusieurs pays européens visant à faire accepter les sanctions à l'opinion. De même, Emmanuel Macron, dans plusieurs interventions, a évoqué la « *fin de l'abondance* » (discours d'août 2022). Ce type de message vise à instaurer une acceptation qu'un effort soutenu – financier, industriel, humain – est nécessaire pour garantir la sécurité à long terme. En clair, on prépare la population à l'idée qu'il faudra peut-être travailler différemment, consommer différemment, prioriser la défense dans les dépenses publiques, etc., sans quoi le coût serait plus terrible encore (perdre la paix, la liberté, etc.).

La résilience démocratique, concept évoqué dans le plan stratégique de l'ANSSI ou dans diverses instances, telles que les missions parlementaires, le ministère de l'Intérieur, repose aussi sur la confiance entre gouvernants et gouvernés. Sur ce plan, la communication publique joue la carte de la transparence mesurée : il faut en dire assez pour être crédible, sans en dire trop pour ne pas inquiéter inutilement ni révéler des informations sensibles. Par exemple, lorsque la France attribue publiquement en 2025 les cyberattaques APT28 au GRU, elle publie dans le même temps un rapport technique de l'ANSSI alertant sur la menace, afin que les professionnels et le public sachent concrètement comment se protéger. Cette démarche ouverte est assez nouvelle : longtemps, les affaires de cyberespionnage ou d'ingérence étrangère étaient tues ou réservées aux spécialistes. Désormais, le gouvernement considère qu'il vaut mieux *éclairer* la population sur ces risques pour mieux les contrer ensemble. Il s'agit de faire en sorte que chaque citoyen, chaque entreprise, chaque collectivité, devienne acteur de la résilience (en étant vigilant face aux tentatives d'hameçonnage, en vérifiant les sources des informations en ligne pour ne pas relayer involontairement de fausses nouvelles d'origine russe, etc.). Cela rejoint l'objectif de former les jeunes aux menaces hybrides (disposition sur les 13-25 ans mentionnée plus haut) : créer un réflexe de société.

¹⁷ Sytas, A. (2024, 19 novembre). *Lithuania steps up surveillance at sea following damage to undersea cable*. Reuters. <https://www.reuters.com/business/media-telecom/lithuania-steps-up-surveillance-sea-following-damage-undersea-cable-2024-11-19/>



Notons également que la communication de l'État sur la menace russe a été calibrée pour rester bipartisane et éviter les surenchères ou polémiques internes. Les principaux partis de gouvernement en France étant d'accord sur le soutien à l'Ukraine et la fermeté face à Moscou, le discours officiel a cherché à rassembler au-delà des clivages. Lors de l'allocution du 5 mars 2025, Emmanuel Macron a ainsi consulté en amont certains responsables de l'opposition pour les informer du message à venir – démarche visant à créer un front commun national. Ceci fait écho à la recommandation formulée par beaucoup d'experts d'institutionnaliser un consensus en politique étrangère sur la Russie, afin de ne pas donner prise aux tentatives russes de diviser la classe politique occidentale. Jusqu'ici, malgré quelques voix dissidentes (à l'extrême droite et l'extrême gauche, critiques sur les sanctions ou les livraisons d'armes), l'ensemble des institutions (gouvernement, Parlement, etc.) ont affiché une unité notable sur le sujet russe depuis 2022, facilitant une communication cohérente.

En définitive, la communication politique française de 2022 à 2025 a graduellement adopté les attributs d'une véritable *communication de crise prolongée*. Elle vise à alerter sans affoler, à expliquer pour fédérer, et à motiver pour agir. Derrière les mots choisis – plus durs envers Moscou, plus solennels envers les Français – transparaît la volonté de créer un contrat social de résilience : l'État protège et informe, le citoyen comprend et soutient. Ce contrat social renouvelé est indispensable pour affronter un avenir où, comme le dit Macron, « *notre génération ne connaîtra plus les dividendes de la paix* ». La réussite de cette entreprise se mesurera à la capacité de la société française à absorber d'éventuels chocs (cyberattaques massives, crise économique liée à l'effort de défense, voire incident militaire) tout en gardant son sang-froid et son unité. La communication stratégique est l'outil clé pour forger dès maintenant cette capacité de résilience démocratique face à la menace russe.

3. Influence internationale et narration : la France sur la scène mondiale face à Moscou

Enfin, il convient de mentionner un volet spécifique de la communication stratégique française : celui destiné à l'étranger, en particulier au « Sud global » et aux alliés, pour contrer la narration russe sur la scène internationale. La Russie, depuis 2022, ne mène pas seulement une guerre militaire, elle mène aussi une guerre de l'information à l'échelle mondiale, cherchant à imposer un récit où elle se pose en victime de l'OTAN et en champion d'un ordre multipolaire face à l'Occident. La France, qui possède des atouts en diplomatie d'influence (réseau culturel, médias comme RFI/France 24, etc.), a reconnu la nécessité de répondre sur ce terrain narratif.

Ainsi, on a vu se multiplier des prises de parole françaises dans les enceintes internationales pour dénoncer la propagande russe. Par exemple, lors de l'Assemblée générale de l'ONU fin 2022, le Président Macron a fustigé la « cynique narrativité russe » qui prétendait que les sanctions occidentales étaient responsables de la crise alimentaire mondiale, rappelant que c'est bien l'agression russe qui causait l'insécurité alimentaire en bloquant les exportations ukrainiennes. De même, en Afrique, où l'influence russe via Wagner et les campagnes médiatiques anti-françaises se fait sentir, la diplomatie française a commencé à adapter son discours. Le Ministre des Affaires étrangères (Jean-Yves Le Drian jusqu'en 2022, puis Catherine Colonna) a effectué des tournées africaines lors desquelles il a explicitement mis en garde contre les « *mensonges proférés par les réseaux liés à la Russie* » et a souligné que la France, elle, apporte un soutien concret aux populations (aide alimentaire, projets de développement) là où la Russie exporte du chaos.

Le discours de Jean-Noël Barrot à Harvard que nous avons analysé joue également un rôle d'influence internationale : en le prononçant en anglais aux États-Unis, reprenant des références culturelles (Star Wars), il était calibré pour toucher un large public occidental et le convaincre de la justesse du camp démocratique face à Poutine. L'épisode de la comparaison



de Poutine à l'Empereur Palpatine (le tyran de Star Wars) a été largement relayé sur les réseaux sociaux, suscitant réactions et débats – ce qui, qu'on le veuille ou non, attire l'attention sur le fond du message (les agissements autoritaires de Poutine)¹⁸.

Par ailleurs, la France pousse au niveau européen pour structurer une riposte collective en matière d'influence¹⁹. Elle a soutenu par exemple la création en 2023 d'une cellule de l'UE dédiée à la lutte contre la manipulation de l'information, et a proposé, selon des informations de presse, la mise en place d'un Centre européen de résilience hybride calqué sur le Centre d'excellence finlandais, mais ouvert à tous les pays de l'UE. L'idée serait d'unifier l'analyse, le partage de renseignement et la réponse aux ingérences, car l'information n'a pas de frontières – une fake news lancée à Saint-Pétersbourg peut se répandre à Paris comme à Dakar.

Au-delà de l'Europe, la France s'efforce de gagner la bataille des récits dans le Sud. Cela passe par une communication publique plus intense vers ces audiences. Par exemple, via France Médias Monde, l'audiovisuel extérieur français, des contenus explicatifs sur la guerre en Ukraine et la désinformation russe sont produits en plusieurs langues. Le but est d'éviter que l'argumentaire russe (qui se présente comme anti-colonial et anti-occidental pour séduire en Afrique ou en Amérique latine) ne reste sans réponse. La France promeut aussi ses actions positives (aide humanitaire aux Ukrainiens, annulation de dettes de pays africains pour contrer l'effet inflationniste de la guerre, etc.) pour démonter la narrative russe qui l'accuse d'indifférence ou de néocolonialisme. Dans son discours du 5 mars 2025, Emmanuel Macron a eu un passage intéressant où, tout en parlant aux Français, il *s'adresse aussi aux autres pays* : il salue « *toutes les initiatives qui aident à la paix* », et précise bien que « *la paix ne peut être conclue sous le diktat russe* », rappelant l'expérience de Minsk trahie par Moscou. Ce passage semblait visé notamment à l'opinion internationale (certains pays du Sud appelant à une paix rapide même au prix de concessions ukrainiennes). Macron y justifie la position occidentale de soutien prolongé à l'Ukraine en invoquant un principe universel (une paix durable ne peut reposer sur l'impunité de l'agresseur). Ce type de formulation est calibré pour les diplomaties étrangères et l'ONU.

En somme, la communication stratégique française face à la Russie se déploie sur tous les fronts de l'information : interne pour souder la nation, externe pour convaincre les alliés et les pays non alignés. La France, qui se voit comme une *puissance d'équilibres et de valeurs*, entend montrer qu'en étant ferme face à Moscou, elle reste fidèle à ses principes démocratiques et multilatéraux, et qu'elle agit non par bellicisme mais pour la défense du droit international et de la stabilité mondiale. L'efficacité de cette communication internationale reste un défi – dans certaines régions tel que le Sud Global, les narratifs russes conspirationnistes conservent de l'influence. Mais la prise de conscience est là, au plus haut niveau français, qu'il faut *occuper le terrain de la bataille de l'information*, faute de quoi on peut gagner sur le plan militaire mais perdre sur celui de l'opinion (ce qui est crucial pour la formation des coalitions, des sanctions, etc.). La stratégie française, c'est donc aussi une stratégie de récit : définir clairement qui est l'agresseur et qui est l'agressé, rappeler pourquoi nous aidons l'Ukraine, pourquoi nous nous réarmons – en un mot, légitimer l'action entreprise auprès de tous les publics.

¹⁸ Le Parisien. (2025, 25 septembre). À Harvard, Barrot compare Poutine à l'Empereur Palpatine [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/shorts/fqNT8YEAKzw>

¹⁹ Loiseau, N. (2025). *Le projet européen est la cible d'une stratégie organisée de désinformation*. Toute l'Europe. <https://www.touteurope.eu/economie-et-social/nathalie-loiseau-le-projet-europeen-est-la-cible-d-une-strategie-organisee-de-desinformation/>



IV. La montée de la guerre hybride et la riposte française : cyber, info, sabotage, nucléaire

1. Une menace protéiforme : le continuum des opérations russes sous le seuil de la guerre ouverte

La « guerre hybride » menée par la Russie n'est pas une figure rhétorique, mais une réalité concrète vécue de manière croissante par la France et ses alliés depuis 2022. Ce concept recouvre l'ensemble des actions hostiles menées par Moscou en dehors du champ d'une confrontation militaire directe avec l'OTAN, visant à affaiblir, diviser et intimider ses adversaires. La caractéristique de ces opérations est qu'elles s'entremêlent aux activités normales de nos sociétés, exploitant souvent nos vulnérabilités systémiques ou juridiques, et qu'elles sont menées de façon à entretenir l'ambiguïté sur l'implication de l'État russe (usage de hackers, de médias relais, de mercenaires, etc.). La France, comme d'autres, a dû s'adapter en urgence pour détecter et contrer ces menaces diffuses, parfois invisibles du grand public jusqu'à ce qu'elles produisent des effets.

Parmi les volets de la guerre hybride russe identifiés par la France figurent notamment :

- Les cyberattaques contre des infrastructures et organisations françaises. Celles-ci ont redoublé d'intensité et de visibilité. Outre l'affaire déjà mentionnée du sabotage de TV5 Monde en 2015 par un groupe affilié au GRU, on peut citer l'attaque informatique contre l'entreprise française *Centreon* (fournisseur de logiciels de monitoring) révélée en février 2021, attribuée là encore à APT28, et surtout une série d'incidents depuis le début de la guerre en Ukraine : tentatives d'intrusion dans des réseaux ministériels français, attaques par ransomwares d'hôpitaux (ex : l'hôpital de Corbeil-Essonnes paralysé fin 2022, bien que l'attribution ne soit pas toujours aisée, le contexte de menace pointe vers des acteurs encouragés sinon commandités par Moscou). La déclaration française du 29 avril 2025 a officialisé ce qui se murmurait : la Russie a visé ou compromis des dizaines d'entités françaises depuis 2021. Il s'agit donc d'une campagne soutenue. Paris considère ces cyberagressions comme une composante de la confrontation stratégique : le fait de les attribuer publiquement vise aussi à élever le coût politique pour Moscou. La France a par ailleurs participé à des exercices OTAN de cyberdéfense et milite pour une coordination européenne plus forte en la matière. Sur le plan légal, elle s'est dotée en 2023 d'un *Comité de réponse aux attaques cyber majeures*, rassemblant ANSSI, services de renseignement et opérateurs d'importance vitale, pour pouvoir réagir plus vite et de manière unifiée en cas de cyberattaque massive. Cet organe, créé discrètement par un décret, s'inspire du modèle de crise terroriste (type cellule interministérielle de crise) appliqué au cyber.
- La guerre de l'information et la désinformation. La France est la cible de nombreuses campagnes d'influence russes, notamment sur les réseaux sociaux. Par exemple, en 2022, peu après l'invasion de l'Ukraine, des manifestations anti-sanctions en Afrique ou en Europe ont été stimulées par des narratifs pro-Kremlin accusant l'Occident de provoquer la pénurie alimentaire. Le renseignement français a également détecté des opérations plus ciblées : création de faux comptes se faisant passer pour des citoyens français inquiets, diffusion de rumeurs (telles que « les sanctions européennes affament l'Afrique ») montées en épingle par des médias d'état russes puis reprises par des sites complotistes locaux. Face à cela, la doctrine française de « défense cognitive » – terme apparu dans le débat stratégique – vise à armer les esprits contre la manipulation. Concrètement, cela passe par Viginum (le Service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères), opérationnel depuis fin 2021, qui a surveillé l'élection présidentielle de 2022 et continue de traquer en ligne les



opérations d'influence étrangères. Viginum a mis en évidence par exemple de faux référendums en ligne amplifiés depuis la Russie sur des sujets polémiques français (vaccins, retraites, etc., dans le but de fracturer l'opinion). La riposte consiste à démasquer rapidement ces ingérences pour en limiter l'impact. La France collabore aussi avec l'UE (système *Rapid Alert* de l'UE contre la désinformation) et a soutenu le Digital Services Act (DSA) européen qui oblige les grandes plateformes à lutter contre les manipulations coordonnées en ligne. En interne, les efforts se concentrent sur l'éducation aux médias (le ministère de l'Éducation a renforcé les programmes d'éducation civique numérique, un aspect mentionné dans la RNS 2025 disposition 200 sur la familiarisation des jeunes aux menaces d'influence). Le défi de la défense cognitive est immense car il touche à la liberté d'expression et à la cohésion sociale. La France doit naviguer entre lutter fermement contre la propagande russe et éviter toute mesure qui serait perçue comme de la censure interne. Jusqu'ici, elle a opté pour des mesures ciblées fortes (bannissement de Russia Today et Sputnik dès mars 2022 pour cause de propagande de guerre) couplées à un discours de vérité (occuper l'espace médiatique avec notre propre récit, nos explications).

- Le sabotage et la menace sur les infrastructures physiques. L'Europe a redécouvert sa vulnérabilité en la matière avec le sabotage des gazoducs Nord Stream en septembre 2022. Si l'origine de cet acte reste entourée de mystère, il a agi comme un signal d'alarme général. En France, dès avril 2022, des actes de vandalisme coordonnés contre des câbles de fibre optique ont fortement perturbé Internet dans plusieurs régions. Là encore, sans preuve publique irréfutable, les soupçons se sont tournés vers une possible opération hostile conduite par des complices de la Russie, dans un contexte de tension extrême entre la Russie et l'Occident (d'autres hypothèses – éco-terrorisme, activisme anti-5G – ont été examinées, sans confirmation). Quoi qu'il en soit, le gouvernement français a augmenté le niveau de vigilance autour des infrastructures critiques : réseaux électriques, câbles sous-marins, systèmes de transport. Un plan de protection renforcée a été lancé en lien avec les opérateurs (EDF, RTE, Orange, etc.), comprenant la multiplication de capteurs pour détecter les anomalies, le renforcement de la présence de la Marine nationale le long des câbles sous-marins passant en Méditerranée ou Atlantique, et une coopération accrue avec nos voisins (par exemple, liaisons énergétiques avec la Norvège après le sabotage de ses pipelines fin 2022). En 2024, le Conseil de l'UE a même adopté un acte sur la résilience des infrastructures critiques, encouragé en cela par la France et ses partenaires, pour obliger chaque État membre à évaluer ses risques et à partager plus d'informations. Parallèlement, la France a discrètement intensifié la veille contre les réseaux d'agents russes sur son sol susceptibles de mener des sabotages. Plusieurs affaires d'espionnage ont conduit à des expulsions de "diplomates" russes impliqués dans des activités clandestines depuis 2022. L'idée est de neutraliser en amont les cellules dormantes.
- La menace nucléaire. Bien qu'indirecte, la menace brandie par la Russie d'employer l'arme nucléaire a pesé lourd dans l'équation sécuritaire. Chaque fois que Vladimir Poutine ou un proche évoquait l'arme nucléaire (comme en mars 2022 ou plus tard via l'annonce de déploiement de missiles nucléaires en Biélorussie), la France a réagi sur plusieurs registres : condamnation verbale vigoureuse dans les enceintes internationales (ainsi, Macron a parlé d'une « *menace russe particulièrement choquante d'armes nucléaires dans l'espace* » lors d'un discours en novembre 2025, fustigeant l'idée même de tester des armes antisatellites nucléaires, idée attribuée aux stratégies russes) ; mise en garde privée via les canaux de l'OTAN (selon des sources



diplomatiques²⁰) la France a contribué à adresser à Moscou en 2022 des messages de “ligne rouge” quant aux conséquences catastrophiques que provoquerait tout usage nucléaire, fût-il tactique, en Ukraine ou ailleurs); renforcement de la posture de dissuasion française pour la rendre plus visible. Sur ce dernier point, il est notable que la France a multiplié les exercices de sa Force Océanique Stratégique et de sa Force Aérienne Stratégique, tout en communiquant de façon mesurée sur eux. Par exemple, en 2023, un missile M51 a été lancé lors d'un exercice de la FOST (sans charge bien sûr) et cela a été mentionné publiquement comme preuve du maintien de la crédibilité de notre dissuasion. L'objectif est clair : refroidir les ardeurs russes en démontrant que la France reste capable de frappe nucléaire en seconde frappe quoi qu'il arrive. En outre, la RNS 2025 précise que la France défendra l'Europe « *y compris par sa dissuasion nucléaire* » le cas échéant, formulation notable, adressée aussi bien aux alliés (pour les rassurer) qu'aux adversaires (pour les dissuader). Par ailleurs, la menace potentielle sur les installations nucléaires civiles (comme la centrale ukrainienne de Zaporijjia à plusieurs reprises bombardée ou coupée du réseau) a conduit la France à revoir ses scénarios de gestion de crise NRBC (nucléaire radiologique biologique chimique). Le SGDSN et l'Autorité de sûreté nucléaire ont renforcé l'échange d'informations et les plans d'urgence. Sans tomber dans l'alarmisme (la France ne craint pas une attaque nucléaire directe à brève échéance), il s'agit d'être prêt à réagir, par exemple, à un accident nucléaire provoqué (ou instrumentalisé) par la Russie en Ukraine qui pourrait avoir des retombées en Europe.

En résumé, le continuum hybride de la menace russe va du piratage informatique à la menace thermonucléaire en passant par la subversion du débat public et le sabotage d'infrastructures. La France a dû, en un temps court, bâtir une riposte multi-domaine : renforcer la cybersécurité nationale, muscler les moyens de contre-ingérence (Viginum, services de renseignement, partenariats européens), protéger physiquement les points névralgiques, et adapter sa doctrine de dissuasion. Ce faisant, elle a mis en œuvre ce que la RNS 2025 appelle une approche de sécurité nationale globale, combinant volets civils et militaires. Il convient maintenant d'examiner plus en détail comment s'organise la réponse française sur ces différents plans, et quels défis elle rencontre.

2. La réponse française : protection des infrastructures, cybersécurité et défense cognitive

Face à cette guerre de l'ombre, la France a déployé un éventail de mesures défensives et préventives, souvent en coordination avec ses alliés, pour renforcer sa robustesse. Nous avons déjà mentionné nombre d'entre elles ; on peut les structurer ainsi :

- Protection des infrastructures critiques : C'est un domaine où le secret prévaut, mais on sait que des plans sectoriels existent (énergie, transports, santé, communications). Le plan Vigipirate, historiquement focalisé sur le terrorisme, a été élargi pour intégrer explicitement les risques de sabotage étranger. Des exercices de simulation de panne massive (électricité, télécom) ont été conduits en 2023 et 2024 sous l'égide du SGDSN pour tester la résilience du pays et la chaîne de commandement en cas d'opérations hostiles hybrides. La RNS 2025 recommande également d'organiser des « *exercices hybrides nationaux coordonnés — coupure électrique simulée, cyberattaque massive, campagne de panique sur réseaux sociaux — de façon régulière* », signe de l'importance accordée à l'entraînement de la nation à faire face au choc. On a par ailleurs renforcé la surveillance maritime et aérienne autour de territoires sensibles : par exemple, la marine française a intensifié ses patrouilles dans le golfe de Gascogne

²⁰ Reuters. (2024, September 25). *Putin says Russia reserves right to use nuclear weapons if attacked*. Reuters. <https://www.reuters.com/world/europe/putin-says-russia-reserves-right-use-nuclear-weapons-if-attacked-2024-09-25/>



après la détection de drones sous-marins suspects près de câbles en 2023. De même, l'espace exo-atmosphérique fait l'objet d'une vigilance accrue (en 2022, la France a officiellement commandé un satellite patrouilleur de l'espace, Yoda, destiné à surveiller les satellites tiers pour prévenir des actes malveillants contre nos satellites – rejoignant le sujet de la menace spatiale potentielle de la Russie qui s'est illustrée par le tir antisatellite russe de novembre 2021). Tout cela participe de la dissémination d'une culture de sécurité dans les secteurs civils essentiels. Il faut noter que le secteur privé est fortement mis à contribution : les opérateurs d'importance vitale (OIV) et opérateurs de services essentiels (OSE) sont tenus depuis 2018 de respecter des règles de cybersécurité sous le contrôle de l'ANSSI. Les événements actuels n'ont fait que durcir ces exigences, avec des audits plus fréquents et des mises à jour réglementaires.

- **Cybersécurité et cyberdéfense** : L'ANSSI a vu ses moyens augmenter (annoncé dans le plan Cyber 2021 puis renforcé après 2022). De quelques centaines d'experts il y a une décennie, elle dépasse désormais le millier d'agents. L'armée française a également développé son Commandement de la cyberdéfense (COMCYBER), qui dispose d'équipes capables de mener des contre-attaques ou des opérations défensives de lutte informatique active. Sans surprise, la France a cherché à obtenir au niveau européen une posture unie : d'où l'attribution publique collective par l'UE de certaines cyberattaques à la Russie (cas de l'attaque contre le réseau satellite Viasat en février 2022, formellement attribuée au GRU par une déclaration UE en mai 2022 que la France a soutenue). En interne, l'ANSSI a multiplié les alertes et guides de sécurité. Elle publie désormais régulièrement des bulletins d'alerte mentionnant explicitement la menace russe sur tel ou tel secteur, ce qui il y a quelques années aurait été jugé diplomatiquement sensible. Par exemple, en octobre 2023, l'ANSSI a diffusé une note aux entreprises stratégiques les exhortant à la vigilance renforcée face à une campagne de phishing sophistiquée attribuée à un groupe russe. Cette transparence vise à *impliquer les acteurs économiques dans la défense nationale*. On assiste presque à un retour de l'esprit "Nation en armes" transposé au domaine cyber : chaque entreprise, chaque administration doit se considérer comme un maillon de la sécurité collective. D'ailleurs, la RNS 2025 propose d'intégrer un module complet de cybersécurité et de détection de désinformation dans le Service National Universel (SNU) pour les jeunes, formant ainsi la prochaine génération aux fondamentaux de l'hygiène numérique et de l'esprit critique.
- **Défense cognitive et souveraineté numérique** : Ce volet recouvre la lutte contre la désinformation, la protection de la souveraineté informationnelle (éviter que des puissances étrangères ne contrôlent nos canaux d'information). La fermeture des médias russes RT et Sputnik en Europe s'inscrit là-dedans – mesure exceptionnelle assumée comme légitime dans le contexte de guerre, même si critiquée par certains comme atteinte à la liberté de la presse. En France, le CSA (devenu ARCOM) a dû intervenir pour s'assurer que ces médias ne renaissent pas sous d'autres noms ou via Internet. La souveraineté numérique concerne aussi les équipements : la France a mis sur liste noire certains fournisseurs de technologies suspectés d'espionnage (comme Kaspersky dans certaines administrations, bien que cela reste débattu), et a poussé pour l'équipement européen des réseaux critiques (5G de Nokia/Ericsson plutôt que chinois, etc.). Parallèlement, l'État soutient l'émergence de champions nationaux dans le cloud, la cybersécurité, afin de réduire la dépendance aux solutions extra-européennes (ce qui nous expose sinon à d'autres ingérences). Ces efforts ne visent pas spécifiquement la Russie mais contribuent à une robustesse générale. En matière de contre-ingérence politique, on peut citer l'adoption en 2023 d'une loi sur la transparence du financement des associations et partis politiques, pour empêcher notamment que des fonds en provenance d'entités liées à la Russie ne viennent influencer la vie publique (une leçon tirée des scandales impliquant des prêts russes à des partis européens). La France a aussi renforcé son dispositif de sanctions contre



les agents d'influence : après l'invasion de 2022, l'UE (soutenue par la France) a sanctionné plusieurs propagandistes russes (animateurs télé, stratèges de la désinformation). Paris propose d'aller plus loin avec un « *régime commun de sanctions contre les agents d'influence étrangers* » au niveau de l'UE.

- Coordination européenne et alliée : Un aspect non négligeable est la coopération internationale dans la riposte hybride. La France joue un rôle moteur dans l'initiative « EU-NATO Task Force on Resilience » lancée en 2023, qui vise à aligner les standards OTAN et UE pour protéger les infrastructures sous-marines et autres réseaux critiques (c'est en partie en réponse aux câbles coupés en mer Baltique fin 2024)²¹. De plus, Paris encourage des partenariats bilatéraux renforcés avec les pays en première ligne de la menace hybride russe : par exemple, le rapprochement avec la Finlande (qui a une expertise en résilience civile et anticampagnes d'influence, via son Centre de Helsinki), ou avec l'Estonie (très avancée en cyberdéfense). Dans la liste des recommandations formulées par des experts français figure l'idée de créer un *Centre européen de résilience hybride* – ce qui montrerait la volonté française d'institutionnaliser au plus haut niveau la lutte contre la guerre hybride, au même titre qu'on a des centres contre le terrorisme.

On peut dire que la France a monté en puissance rapidement sur tous ces fronts, mais que des défis persistent. Parmi eux : la contrainte de financement (la résilience et le cyber sont coûteux, or le budget défense même accru doit se répartir entre forces conventionnelles et ces nouveaux besoins), la coordination interministérielle (assurer que renseignement, armées, intérieur, affaires étrangères, économie travaillent de concert sur les sujets hybrides, ce qui n'est pas toujours naturel, d'où la création d'instances dédiées au SGDSN), ou encore la dimension juridique (comment répondre aux attaques hybrides sans tomber dans des zones grises du droit international – par exemple, peut-on contre-attaquer dans le cyberspace de manière offensive contre des serveurs en Russie ? La France reste prudente et privilégie le cadre collectif de l'UE ou de l'OTAN pour ce faire, pour ne pas agir seule et risquer une escalade incontrôlée).

En définitive, la réponse française à la guerre hybride russe est celle d'un État démocratique qui renforce ses défenses tout en essayant de préserver son modèle. C'est un exercice d'équilibre : se militariser partiellement (économie de guerre, posture de vigilance tous azimuts) sans basculer dans un état de siège permanent contraire aux libertés. Jusqu'à présent, la France semble tracer ce chemin de manière mesurée – ses institutions fonctionnent normalement, aucune dérive autoritaire au nom de la menace n'est relevée ; en même temps, elle ne minimise plus rien et investit sérieusement dans la résilience. La prochaine partie traitera justement de la tension entre cette trajectoire stratégique et la nécessité de maintenir le contrat social et la légitimité démocratique, car c'est en effet là que réside le dernier défi, peut-être le plus décisif à long terme.

²¹ Sytas, A. (2024, 19 novembre). *Lithuania steps up surveillance at sea following damage to undersea cable*. Reuters. <https://www.reuters.com/business/media-telecom/lithuania-steps-up-surveillance-sea-following-damage-undersea-cable-2024-11-19/>



V. Trajectoire stratégique, économie de guerre, résilience sociale : tensions et légitimité démocratique

1. Un tournant stratégique indispensable, mais exigeant pour la société

Le virage stratégique opéré par la France face à la menace russe – réarmement accéléré, préparation d'une économie de guerre, communication de fermeté – a été analysé comme une nécessité objective au vu du contexte. Cependant, il soulève intrinsèquement des tensions au sein du modèle français, qui est celui d'une démocratie libérale aux équilibres budgétaires et sociaux fragiles après des crises successives (crise financière de 2008, crise des Gilets jaunes en 2018, pandémie de 2020). Le principal défi est de tenir la distance dans cette nouvelle posture sans éroder l'adhésion populaire ni la qualité de la démocratie.

D'une part, la stratégie française post-2022 implique un effort soutenu sur la durée. La RNS 2025 le dit explicitement : « *maintenir l'effort de défense dans la durée, y compris après l'éventuelle fin de la guerre en Ukraine, car la menace russe perdurera* ». Cela signifie que même si un cessez-le-feu ou une paix intervenait en Ukraine, la France devrait continuer à investir massivement dans ses armées et sa résilience, du fait d'une Russie durablement hostile. Or, l'Histoire montre que l'opinion publique a tendance à se détourner de l'effort de guerre (fût-il faible) une fois la crise immédiate passée. Par exemple, après la Guerre froide, les dividendes de la paix ont été vite réclamés. Le risque ici serait qu'à la première alternance politique ou au premier ralentissement économique sévère, la tentation soit grande de « lever le pied » sur le budget de défense ou de relâcher l'attention. Le cap à tenir est donc autant psychologique que financier. On parle à ce propos de créer un *consensus interpartisan sur la dissuasion et la posture à l'Est*, à l'image de celui qu'avait la RFA durant la Guerre froide (où tous les grands partis s'accordaient sur la nécessité de la Bundeswehr et de l'OTAN malgré des nuances). La France y parviendra-t-elle ? Pour le moment, les principaux partis (LREM, LR, PS, verts modérés) soutiennent l'effort ukrainien et l'augmentation du budget militaire. Mais à plus long terme, la montée de mouvements populistes ou pacifistes pourrait remettre en question ce consensus. Il faudra alors que la pédagogie du gouvernement soit particulièrement convaincante pour justifier le maintien de dépenses militaires élevées en temps de paix relative. C'est là qu'on voit l'importance d'institutionnaliser cette conscience stratégique dans la population et chez les responsables politiques, pour la *pérenniser au-delà des circonstances immédiates*.

D'autre part, l'économie de guerre évoquée pose des questions de choix de société. Orienter davantage de ressources vers la défense peut entrer en conflit avec d'autres priorités publiques (santé, éducation, transition écologique). Certes, la LPM 2024-2030 fait le pari d'une croissance économique permettant de financer à la fois le militaire et le reste. Mais en cas de difficultés économiques, des arbitrages douloureux pourraient surgir. Il faudra alors un contrat social renouvelé pour que les citoyens acceptent de voir une part croissante du budget allouée à la sécurité au détriment éventuel d'autres postes. Cela renvoie à la notion de « *pédagogie de l'effort* ». Les autorités devront expliquer que sans sécurité, il n'est pas de prospérité durable, et que l'investissement dans la défense est une assurance contre des coûts bien plus grands si la guerre survenait. Cependant, ce discours aura ses limites auprès de franges de la population confrontées à des problèmes immédiats (inflation, chômage) pour qui la menace russe peut sembler lointaine. Le risque ici est une fatigue stratégique de l'opinion, surtout si la guerre en Ukraine s'enlise dans une longue stagnation : le public pourrait perdre de vue l'urgence, et donc contester la prolongation d'un effort exceptionnel.



En outre, le passage à une économie plus militarisée peut avoir des impacts sur la structure socio-économique. Par exemple, privilégier les industries de défense peut créer de l'emploi hautement qualifié mais au détriment d'autres secteurs. Il peut y avoir des résistances locales (implantation d'usines d'armement controversées, débat sur l'exportation d'armes). La société française, avec son fort tissu associatif et ses syndicats, ne manquera pas de questionner la manière dont se fait ce tournant de l'économie. Jusqu'où l'État peut-il aller dans la mobilisation industrielle ? Devra-t-on recourir à des mesures exceptionnelles (comme la réquisition d'usines ou la nationalisation de certaines chaînes critiques) en cas de crise grave ? Ce sont des sujets sensibles car ils touchent aux droits de propriété et au libéralisme économique. Pour l'instant, on n'en est pas là – le concept d'économie de guerre mis en avant se traduit par des commandes publiques accrues et un dialogue plus étroit avec l'industrie, pas par une économie dirigiste. Mais en situation extrême, la question se poserait. Il faudra alors un large assentiment pour que de telles mesures extraordinaires soient acceptées dans une démocratie. D'où l'intérêt, encore une fois, d'une *anticipation intellectuelle* dès maintenant.

Par ailleurs, la résilience sociale face à la menace russe suppose de traiter la vulnérabilité de l'opinion aux manipulations et à la propagande extrémiste. On sait que la Russie essaie d'exploiter nos divisions (en soutenant par exemple les discours anti-élites, anti-européens, ou en attisant des mouvements de contestation). La France a connu ces dernières années de vives contestations internes (Gilets jaunes, opposition aux réformes, etc.). Sans lien direct avec la Russie, elles reflètent un climat social parfois tendu. Le risque est que la perception d'un engagement prolongé contre la Russie soit instrumentalisée : par exemple, des discours populistes pourraient prétendre que « *ce n'est pas notre guerre, occupons-nous de nos problèmes* », que « *on sacrifie le pouvoir d'achat des Français pour l'Ukraine ou l'OTAN* », etc. Ces éléments de langage sont d'ailleurs déjà utilisés par certains leaders politiques extrêmes en France. Maintenir l'unité face à la menace russe implique donc de contrer ces narratifs internes par une communication transparente et argumentée : démontrer en quoi la sécurité des Français est liée à la situation européenne, en quoi aider l'Ukraine ou se protéger contre la Russie n'est pas un caprice idéologique mais bien la condition de la stabilité du continent et donc de notre bien-être futur.

La tension existe aussi entre urgence de la mobilisation et respect des processus démocratiques. En 2022-2023, beaucoup de décisions ont été prises rapidement, en situation d'urgence (envoi d'armes, dépenses non prévues, etc.). Le Parlement a soutenu mais souvent a posteriori. À la longue, il faudra veiller à associer davantage les représentants de la nation aux choix stratégiques pour éviter tout sentiment de dépossession démocratique. À cet égard, la consultation des commissions parlementaires lors de l'élaboration de la RNS 2025 est un point positif. Mais plus largement, un débat public sur ces questions serait sain pour légitimer l'orientation prise. Cela rejoint l'idée de *sanctuariser l'effort de défense au-delà des alternances* par un consensus démocratique. Par exemple, imaginer un accord parlementaire transversal fixant un plancher de dépense de défense pour 10 ans, ou une clause exigeant une majorité qualifiée pour y déroger. Ce type d'arrangement existe dans certains pays scandinaves pour la politique de sécurité.

Enfin, au niveau européen, il y a la tension entre dimension nationale et dimension européenne de la réponse. La France pousse l'Europe à agir, mais tous les pays de l'UE n'ont pas la même perception de la menace ni la même envie d'une Europe de la défense. Il peut y avoir des frottements si la France veut aller trop vite ou trop loin dans la direction "post-européiste" mentionnée par certains experts (c'est-à-dire, accepter une Europe de la défense à plusieurs vitesses, avec un noyau dur volontaire). En interne, l'opinion française reste attachée à l'idéal européen, mais pourrait mal réagir si les partenaires ne suivaient pas la même rigueur dans l'effort (sentiment de "faire plus que les autres"). Il faudra donc une diplomatie habile pour garder l'UE unie sans attendre uniformité parfaite. Cela fait partie de la légitimité aussi : les Français accepteront mieux les sacrifices si tous les Européens en font proportionnellement autant. D'où l'importance d'aligner l'Allemagne, la Pologne, l'Italie, etc.



sur des objectifs comparables. Les signes sont encourageants (beaucoup augmentent leurs budgets, la Pologne se réarme massivement, l'Allemagne aussi). Mais la coordination stratégique fine, par exemple dans le couple franco-allemand, est un défi (divergences sur les exportations d'armes, sur la place du nucléaire, etc.). Si ce couple se synchronise mieux, ce sera un atout pour la légitimité de l'ensemble du projet de défense européen.

En somme, la légitimité démocratique de la trajectoire stratégique française se construira sur la transparence, l'inclusivité et les résultats. Transparence : continuer d'expliquer la menace et les actions entreprises, ne pas cacher les difficultés ni enjoliver les succès. Inclusivité : associer parlementaires, société civile, experts indépendants, pour montrer que ce n'est pas la lubie d'un clan mais un effort national consenti. Résultats : il faudra aussi prouver que cela fonctionne – par exemple, démontrer que les investissements renforcent effectivement notre sécurité (peu ou pas d'attaques réussies, dissuasion d'agressions russes), et que notre posture ferme contribue à la défense de la paix (dissuasion maintenue, soutien à l'Ukraine payant). Si la menace russe est contenue sans dégénérer en conflit général, et si la France traverse la période sans heurts majeurs, alors le public pourra juger a posteriori que la stratégie était la bonne.

On touche là à la question fondamentale du contrat social en temps de menace. Ce contrat social implicite pourrait se formuler ainsi : *les citoyens acceptent certains efforts et renoncements (budgétaires, personnels), en échange l'État assure leur sécurité et la préservation de leurs valeurs*. C'est un équilibre délicat, car si l'État en demande trop ou échoue à protéger, la confiance se rompt ; inversement si les citoyens refusent tout effort, l'État ne peut accomplir sa mission. La communication stratégique et l'action cohérente du gouvernement visent justement à maintenir cet équilibre. Pour l'heure, les sondages en France montrent un soutien majoritaire à l'aide à l'Ukraine et à la fermeté envers la Russie, même s'il y a des interrogations sur la durée. Il s'agit donc de capitaliser sur ce soutien initial pour le transformer en compréhension de long terme.



Comprendre le post-européisme

Le post-européisme n'est pas un anti-européisme, ni une rupture brutale avec le projet communautaire. Il désigne plutôt une reconfiguration pragmatique du logiciel stratégique européen, née d'un constat cumulatif :

- l'intégration ne progresse plus de façon linéaire, mais par à-coups, sous l'effet des crises ;
- les États reprennent la main sur les questions régaliennes (défense, frontières, énergie, industries critiques) ;
- la Russie impose un retour brutal du rapport de force et de la logique de blocs ;
- le consensus fédéraliste s'est progressivement dissous au fil des chocs de 2008 (crise financière), 2015 (crise migratoire), 2020 (pandémie), 2022 (guerre en Ukraine).

Le post-européisme correspond ainsi à une phase "post-illusion" :

l'Europe n'avance plus principalement par conviction idéologique – autour d'un horizon fédéraliste – mais par nécessité stratégique. L'Union européenne cesse d'être perçue comme un « horizon indépassable » et devient un instrument parmi d'autres de la puissance européenne, aux côtés de l'OTAN, des formats ad hoc (coalitions de volontaires, accords bilatéraux renforcés), ou encore des coopérations industrielles structurantes.

Dans ce paradigme, la souveraineté nationale redevient le centre de gravité. Ce n'est pas un retour pur et simple au nationalisme de puissance, mais l'affirmation que :

- ce sont les États qui restent les détenteurs ultimes de la légitimité démocratique en matière de sécurité et de défense ;
- ce sont eux qui supportent le coût politique, humain et budgétaire des choix stratégiques ;
- ce sont eux, enfin, qui doivent être capables de décider vite, en situation de crise, sans être paralysés par des mécanismes d'unanimité.

Le post-européisme se traduit donc par la montée en puissance de formats flexibles, asymétriques, modulaires : coopérations structurées entre quelques États volontaires ; groupes de pays partageant le même niveau de menace (États de l'Est, Nordiques, pays méditerranéens) ; partenariats renforcés autour de programmes industriels de défense. L'enjeu n'est plus de faire tout, partout, avec tout le monde, mais d'avancer par cercles concentriques, en acceptant que certains États aillent plus loin et plus vite que d'autres sur des segments clés (capacité militaire, défense anti-missile, soutien à l'Ukraine, sanctions, etc.).

Le post-européisme ne s'oppose donc ni à l'UE, ni à l'idée européenne ; il s'oppose à l'illusion d'une intégration uniforme, linéaire et consensuelle dans un environnement redevenu conflictuel. Il remet au centre la question suivante : *quels sont les États réellement prêts à assumer un niveau d'engagement stratégique élevé, y compris au prix de coûts politiques internes ?*

Dans cette perspective, la réponse française à la menace russe doit être pensée dans un cadre post-européiste :

- une Europe de sécurité réaliste, non uniforme, structurée autour de noyaux d'États prêts à agir ;
- une architecture fondée sur les capacités concrètes (munitions, défense aérienne, renseignement, cyber, résilience) plus que sur les proclamations institutionnelles ;
- une gouvernance pilotée par les États qui prennent le risque stratégique – au premier rang desquels la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États du flanc Est – plutôt que par la seule dynamique institutionnelle bruxelloise.

Le post-européisme ne signifie pas la fin de l'Europe, mais la fin d'une certaine naïveté européenne : l'idée que l'intégration, en elle-même, suffirait à produire la sécurité. À l'ère de la confrontation durable avec la Russie, il impose une Europe plus rugueuse, plus asymétrique, plus sélective – mais potentiellement plus efficace – où la France doit assumer un rôle de puissance-architecte, articulant souveraineté nationale, coalitions de volontaires et instruments européens existants.



Ainsi se referme le cercle de notre analyse : la menace russe, d'abord mal appréhendée, a contraint la France à un sursaut stratégique et communicationnel. Ce sursaut a renforcé la sécurité nationale, mais doit maintenant se consolider dans la durée sans fracturer la société. C'est là l'ultime défi, qui conditionne en réalité la réussite de tout le reste. Car face à un adversaire comme la Russie, patient et résilient, seule une France elle-même résiliente sur le plan social et démocratique pourra tenir bon « *aussi longtemps que nécessaire* ».²²

²² Macron, E. (2024, 26 février). *Discours sur le conflit en Ukraine* [Discours présidentiel]. Vie publique. <https://www.vie-publique.fr/discours/293634-emmanuel-macron-26022024-conflit-en-ukraine>



Conclusion et recommandations

L'examen de la période 2022-2025 met en lumière le virage tardif mais décisif opéré par la France dans sa perception et sa gestion de la menace russe. D'une approche initialement empreinte de retenue et d'espoir de coopération, Paris est passé – sous le choc de la guerre d'Ukraine – à la reconnaissance explicite de Moscou comme adversaire majeur, requérant une mobilisation renforcée de la Nation. Cette inflexion s'est traduite par une évolution doctrinale notable (désignation prioritaire de la menace russe dans les RNS, remaniement des objectifs stratégiques vers la résilience et l'économie de guerre) et par des actions concrètes : remontée en puissance militaire, réorganisation de l'appareil de sécurité, et adaptation du discours public. La France a ainsi retrouvé le chemin d'une stratégie de dissuasion et de défense tous azimuts, se repositionnant au cœur du front européen face à la Russie.

Plusieurs constats majeurs émergent :

- La menace russe a été sous-estimée jusqu'en 2022, malgré les signaux avant-coureurs (2008, 2014). Cette prise de conscience tardive a pu laisser à Moscou un avantage temporel dans certains domaines (ingérence informationnelle, préparation militaire). Cependant, depuis 2022, le sursaut français et européen a été réel : l'unité stratégique face à la Russie est plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'a été depuis des décennies, réduisant l'effet de surprise initial recherché par le Kremlin.
- Le concept d'autonomie stratégique européenne, longtemps discuté, a été stimulé et légitimé par la crise ukrainienne. En l'espace d'un an, l'Europe a rompu des dépendances critiques (énergie russe), accru sans précédent ses dépenses de défense, et innové en matière de soutien militaire conjoint. Néanmoins, cette autonomie reste davantage un horizon qu'un acquis : la robustesse de la réponse occidentale repose encore beaucoup sur l'OTAN et le soutien des États-Unis. Sur le long terme, la crédibilité de la défense européenne dépendra de la capacité des Européens à institutionnaliser et pérenniser les efforts nés dans l'urgence de 2022. La France aura un rôle moteur pour que l'élan ne retombe pas une fois la guerre en Ukraine terminée.
- La pensée stratégique française intègre désormais pleinement le caractère hybride des conflits modernes. Un effort tous azimuts a été initié pour renforcer la résilience nationale et la capacité à répondre sur tous les fronts (cyber, information, économie, technologie). Cette approche globale, qui peut sembler diffuse, est en réalité indispensable pour contrer une puissance comme la Russie qui cherche à éviter un affrontement frontal en exploitant nos interstices. Toutefois, la mise en œuvre d'une telle stratégie intégrée requiert une coordination fine interministérielle et avec le secteur privé, ainsi qu'une sensibilisation constante de l'opinion – c'est un chantier de long terme.
- Le facteur temporel est critique. Si la prise de conscience a été tardive, l'urgence demeure. La guerre en Ukraine n'est pas finie, et ses dénouements possibles comportent tous des risques : une victoire russe partielle renforcerait son agressivité ailleurs ; une défaite russe pourrait ouvrir une période instable (crise de succession, actes de représailles). Dans tous les cas, la France et l'Europe doivent s'attendre à vivre sous la menace russe durant les prochaines années, voire décennies, que ce soit sous la forme d'un régime poutinien rancunier ou d'un autre avatar autoritaire poursuivant des objectifs similaires. La vigilance stratégique acquise ne doit donc pas faiblir sitôt la page ukrainienne tournée.

À la lumière de ces constats, il apparaît indispensable de pérenniser et consolider l'adaptation stratégique française face à la Russie. Ci-après, nous formulons plusieurs



recommandations destinées à ancrer durablement cette posture et à renforcer la capacité de la France à dissuader et contrer la menace russe, aux côtés de ses partenaires européens :

- Inscrire la réponse à la menace russe dans la durée, en assumant un positionnement « post-européiste ». La France doit sanctuariser l'effort de défense au-delà des alternances, afin d'éviter qu'un changement politique en 2027 ne fragilise la LPM 2024-2030, colonne vertébrale de la posture nationale face à la Russie. Il s'agit de bâtir un consensus interpartisan durable sur trois piliers : dissuasion française, capacités lourdes de haute intensité, posture renforcée sur le flanc Est, tout en rappelant que la dissuasion nucléaire reste strictement nationale, placée sous l'autorité exclusive du Président de la République. Dans une Europe fracturée, la France doit assumer un modèle post-européiste : coopération de sécurité entre nations volontaires, structurée par la permanence stratégique plus que par l'idéologie intégrationniste. Comme la RFA durant la guerre froide, il s'agit d'ancrer la lutte contre la menace russe dans le temps long.
- Transformer la coalition de soutien à l'Ukraine en partenariat de sécurité durable pour l'Europe post-guerre. Faire de l'Ukraine un pilier de sécurité, pas un no man's land sacrificiel : mission de planification permanente à Kiev, reconstruction des forces aux standards OTAN/UE, intégration doctrinale progressive (exercices, planification), mécanisme de consultations politico-militaires quasi automatiques en cas de pression russe. Le message à Moscou : « l'Ukraine ne sera plus jamais seule ».
- Clarifier le rôle de la dissuasion française comme socle national d'un bouclier collectif européen. Plutôt que de parler de « dissuasion élargie » au sens anglo-saxon, il s'agit de préciser que :
 - La dissuasion reste intégralement française, non partagée, décidée exclusivement par le Président, sans codécision nucléaire étrangère ;
 - Elle contribue de facto à la protection de l'Europe, en soutenant un bouclier collectif composé de forces conventionnelles robustes, de défenses aériennes et antimissiles intégrées, et de dispositifs de résilience nationale.

La recommandation consiste à :

- renforcer les consultations stratégiques avec les États européens les plus exposés (Baltique, Pologne, Finlande, Roumanie, Allemagne) sur les scénarios d'escalade, la place de la dissuasion française et l'articulation avec la dissuasion américaine ;
- sanctuariser les investissements de modernisation des deux composantes (océanique / aéroportée) et des chaînes de commandement ;
- développer une pédagogie publique sur la dissuasion (logique défensive, rôle stabilisateur), via la communication stratégique de l'État et, à terme, des modules intégrés au SNU.

La dissuasion reste un levier purement français, mais elle soutient un bouclier européen construit autour de la défense aérienne, des capacités conventionnelles et de la résilience.

- Articuler ce bouclier avec une logique capacitaire et industrielle européenne. Les États qui souhaitent bénéficier pleinement de ce « bouclier collectif » doivent être intégrés dans un continuum capacitaire : achats de systèmes français et européens (Rafale,



CAESAR, Scorpion, défense sol-air, frégates, etc.), standardisation, entraînement commun, interopérabilité, partage d'infrastructures. Pas de partage de la décision nucléaire, mais un partage des efforts conventionnels et des architectures de défense (anti-missile, air défense intégrée, renseignement). La France se place ainsi au centre d'un dispositif capacitaire européen qui renforce la crédibilité du bouclier sans toucher à la souveraineté nucléaire.

- Renforcer le couple franco-allemand par une convergence stratégique réaliste. Plan de Sécurité Européenne bilatéral :
 - leadership allemand sur capacités terrestres lourdes, défense anti-missile continentale, logistique du flanc Est ;
 - leadership français sur projection de puissance, dissuasion (à usage national mais stabilisatrice pour l'Europe), espace, maritime et gestion de crises extérieures.

L'objectif : complémentarité assumée plutôt que rivalité floue.

- Élargir la géographie stratégique française aux États en première ligne (Pologne, Baltique, Finlande, Roumanie). Partenariats renforcés : déploiements réguliers, exercices de haute intensité, projets industriels intégrés, coopération sur infrastructures critiques. La Pologne est ici un pivot : un axe Paris–Varsovie–Berlin autour de programmes lourds (char du futur, défense aérienne) permet à la fois de dissuader Moscou et de limiter la dépendance aux matériels extra-européens.
- Nouer un partenariat de sécurité renforcé avec le Royaume-Uni. Relancer et élargir l'esprit Lancaster House : Conseil de sécurité franco-britannique permanent, force expéditionnaire conjointe, coopération cyber, dialogue sur les réponses à l'escalade russe. Deux puissances nucléaires européennes, chacune souveraine sur sa dissuasion, soutenant ensemble un même bouclier conventionnel et hybride.
- Accélérer la défense européenne en passant de l'ad hoc au structurel. Lancer un *Eurogrid Défense* : réseau intégré des industries européennes financé par un plan commun type NextGenEU, dédié aux capacités critiques (drones, munitions, défense aérienne, cyber). Rendre la force de réaction rapide de l'UE réellement opérationnelle par un exercice grandeur nature sur un scénario flanc Est.
- Muscler la boîte à outils contre les ingérences et attaques hybrides russes – et créer un répertoire public des opérations. Au plan national : renforcer Viginum, l'ANSSI, les services de renseignement, durcir le cadre juridique contre les agents d'influence étrangers.
- Nouveau format de communication stratégique :
 - créer un Répertoire des opérations russes en France, plateforme publique recensant les opérations hostiles (cyber, info, corruption, sabotage, etc.) ;
 - publier chaque jour un focus pédagogique sur une opération : contexte, méthode russe, objectifs, impacts, réponse française/ européenne.

Objectifs :

- rendre visibles des agressions souvent invisibles ;
- élever le niveau de vigilance citoyenne ;



- montrer à Moscou que ses opérations sont détectées, comprises, documentées. À terme, ce répertoire français aurait vocation à s'intégrer dans un Centre européen de résilience hybride UE–OTAN, pour mutualiser analyse, renseignement et contre-mesures.
- Développer une stratégie d'influence offensive dans le Sud global. Contrecarrer le narratif pseudo-décolonial russe par une communication structurée (France Médias Monde + partenaires européens), une diplomatie culturelle renforcée, des programmes d'échanges et une mise en récit claire de ce que l'Europe apporte réellement (aide, investissement, stabilité).
- Maintenir un canal avec les sociétés civiles russes pour préparer le « jour d'après ». Soutien aux médias libres russes en exil, programmes d'accueil pour étudiants/chercheurs/artistes, maintien de certains échanges académiques ciblés, réflexion diplomatique discrète sur les acteurs avec lesquels un dialogue pourra s'ouvrir quand la Russie évoluera.
- Institutionnaliser une communication stratégique de sécurité démocratique à destination de la population : La montée en intensité de la menace russe, désormais reconnue au plus haut niveau de l'État, impose un changement d'échelle dans la communication stratégique française. La sécurité nationale ne peut plus reposer implicitement sur la capacité supposée des citoyens à décrypter les documents stratégiques, ni à interpréter les discours politiques spécialisés. Dans un contexte de confrontation durable et de conflictualité hybride, l'État a une responsabilité démocratique de pédagogie explicite de la menace à l'égard de sa population. Cette communication ne peut être exclusivement politique ou institutionnelle ; elle doit devenir sociale, c'est-à-dire intelligible, accessible et ancrée dans le quotidien des citoyens. À ce stade, la menace demeure trop abstraite pour une large partie de la population française, ce qui constitue une vulnérabilité stratégique exploitée par les opérations informationnelles adverses. Il est donc indispensable de réduire la distance cognitive entre le diagnostic stratégique de l'État et la perception citoyenne. La recommandation consiste à :
 - Assumer une communication de sécurité continue, visible et assumée, visant à fournir une direction claire, une forme de rassurance stratégique, et des repères stables dans une période d'incertitude croissante marquée par l'escalade rhétorique et la conflictualité informationnelle ;
 - Diversifier radicalement les formats et canaux de communication, au-delà des supports écrits et des discours officiels : supports visuels, narratifs pédagogiques, partenariats avec des acteurs du quotidien (opérateurs télécoms, plateformes numériques, médias de divertissement, grandes enseignes, événements sportifs et culturels) ;
 - Intégrer la communication de sécurité dans les espaces de vie ordinaires, là où les citoyens interagissent réellement, afin de rendre la menace concrète sans être anxiogène, et compréhensible sans être technocratique ;
 - Recourir à l'expertise de professionnels de la communication non institutionnelle (sciences cognitives, communication visuelle, design narratif), afin d'adapter les messages aux usages contemporains, notamment numériques et culturels.



Cette démarche pourra susciter critiques et résistances, notamment au nom de la protection de l'espace privé ou du refus d'une communication perçue comme intrusive. Toutefois, l'État ne peut se laisser paralyser par la crainte de la contestation démocratique lorsque sont en jeu la protection de la population et la résilience collective. Il ne s'agit ni de communication électorale, ni de propagande, mais de l'exercice plein et entier de la responsabilité régaliennne de protection. Dans une guerre hybride où l'information constitue un champ de bataille à part entière, ne pas occuper l'espace du quotidien revient à l'abandonner à l'adversaire. Une communication stratégique démocratique, pédagogique et socialement intégrée devient ainsi un pilier à part entière de la dissuasion et de la résilience nationale.

En conclusion, la France a montré depuis 2022 sa capacité de sursaut et d'adaptation face à une menace qu'elle avait initialement sous-estimée. Le défi désormais est de pérenniser cette nouvelle posture stratégique, sans épuiser sa démocratie ni son économie. Cela requiert une vision lucide, du courage politique et une mobilisation intelligente de la société. Les recommandations ci-dessus visent à renforcer les fondations de la stratégie française : ancrer l'effort dans la durée, cimenter les alliances indispensables, et fortifier l'édifice national sur tous ses piliers (militaire, économique, technologique, moral).

Publier une telle note par La Ligne Fine Institut s'inscrit précisément dans cette démarche de réflexion et de diffusion d'une culture stratégique renouvelée. La situation actuelle, bien qu'inquiétante, peut-être l'opportunité pour la France de renouer avec le meilleur de sa tradition géopolitique : celle d'une puissance d'équilibre, résolue à défendre la liberté et la sécurité collective, tout en restant fidèle à ses principes démocratiques. Si elle maintient le cap avec cohésion et prudence, la France contribuera non seulement à surmonter l'épreuve imposée par la Russie de Poutine, mais aussi à réinventer un contrat stratégique et social plus solide pour les décennies à venir, face à tous les défis de ce siècle incertain.

Bibliographie

- Barrot, J.-N. (2025, September 25). *Speech by Jean-Noël Barrot, Minister for Europe and Foreign Affairs, at Harvard Kennedy School*. Ministry for Europe and Foreign Affairs. <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/the-ministry-and-its-network/news/article/speech-by-jean-noel-barrot-minister-for-europe-and-foreign-affairs-at-harvard>
- Barrot, J.-N. (2025, April 29). *X post on Russian military intelligence service (GRU) deploying APT28 against France*. X. <https://x.com/francediplo/status/1917251609916015011>
- de Sardis, G. (2020, January 29). *Franco-Russian relations: towards a realistic approach*. Hermann Editions. <https://www.editions-hermann.fr/tribune/les-relations-francorusses-pour-une-approche-realiste>
- Euronews. (2025, March 5). *Macron: "Russia is a threat to France and to Europe"*. <https://www.euronews.com/my-europe/2025/03/05/french-president-emmanuel-macron-says-russia-is-a-threat-to-france-and-to-europe>
- Finaud, M. (2022, November 24). *The 2022 National Strategic Review: a perilous balancing act or the reign of "at the same time"*. Nuclear Disarmament Initiatives (IDN). <https://www.idn-france.org/nos-publications/la-revue-nationale-strategique-2022-un-perilleux-exercice-dequilibre-ou-le-regne-du-en-meme-temps-dupliquer-13514/>
- France 24. (2019, August 27). *Live: Emmanuel Macron's speech at the ambassadors' conference*. France 24. <https://www.france24.com/fr/20190827-direct-macron-live-conference-ambassadeurs>
- French Government. (2025, July 14). *Publication of the National Strategic Review*. info.gouv.fr. <https://www.info.gouv.fr/communiqu%C3%A9/publication-de-la-revue-nationale-strategique>
- General Secretariat for Defence and National Security. (2025, July 13). *National Strategic Review 2025 – Update*. https://www.sgdsn.gouv.fr/files/2025-08/20250713_NP_SGDSN_Actualisation_2025_NSR_FR.pdf
- General Secretariat for Defence and National Security. (2022, November 28). *National Strategic Review 2022*. <https://www.sgdsn.gouv.fr/publications/revue-nationale-strategique-2022>
- Le Monde. (2025, March 6). *Faced with the "Russian threat", Emmanuel Macron is calling on the "fortitude" of the French*. https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/03/06/face-a-la-menace-russe-emmanuel-macron-sollicite-la-force-d-ame-des-francais_6576648_823448.html
- Le Parisien. (2025, September 25). *At Harvard, Barrot compares Putin to Emperor Palpatine* [Video]. YouTube. <https://www.youtube.com/shorts/fqNT8YEAKzw>
- Macron, E. (2025, November 12). *Discours du Président de la République sur la stratégie spatiale nationale depuis le Commandement de l'espace à Toulouse*. Elysée Palace. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2025/11/12/inauguration-du-commandement-de-lespace-a-toulouse>
- Macron, E. (2025, March 5). *Address to the French*. Presidency of the Republic. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2025/03/05/adresse-aux-francais-6>
- Macron, E. (2022, June 13). *Statement by Mr Emmanuel Macron, President of the Republic, on the French and European arms industries, in Villepinte on 13 June 2022*. Public life. <https://www.vie-publique.fr/discours/285399-emmanuel-macron-13062022-industrie-darmement>
- Macron, E. (2019, August 27). *Speech by the President of the Republic at the Ambassadors' Conference*. Presidency of the Republic. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/08/27/discours-du-president-de-la-republique-a-la-conference-des-ambassadeurs-1>



- Ministry for Europe and Foreign Affairs (2025, April 29). *Russia – Attribution of cyber attacks on France to the Russian military intelligence service (APT28)*
- <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/country-files/russia/news/2025/article/russia-attribution-of-cyber-attacks-on-france-to-the-russian-military>
- Ministry of the Armed Forces. (2023, April 4). *Military programming law 2024-2030: the main orientations*. <https://www.defense.gouv.fr/ministere/politique-defense/loi-programmation-militaire-2024-2030/loi-programmation-militaire-2024-2030-grandes>
- Reuters. (2025, March 5). *Macron's address to the French nation on ramping up defence spending*. <https://www.reuters.com/world/europe/macrons-address-french-nation-ramping-up-defence-spending-2025-03-05/>
- Reuters. (2024, September 25). *Putin says Russia reserves right to use nuclear weapons if attacked*. Reuters. <https://www.reuters.com/world/europe/putin-says-russia-reserves-right-use-nuclear-weapons-if-attacked-2024-09-25/>
- Sytas, A. (2024, November 19). *Lithuania steps up surveillance at sea following damage to undersea cable*. Reuters. <https://www.reuters.com/business/media-telecom/lithuania-steps-up-surveillance-sea-following-damage-undersea-cable-2024-11-19/>
- Vincent, É. (2025, July 14). *The new priorities of the 2025 National Strategic Review, this doctrine document on defence and diplomacy*. Le Monde. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/07/14/climat-relations-avec-les-etats-unis-defense-du-territoire-national-les-nouvelles-priorites-de-la-revue-nationale-strategique-2025_6621156_3210.html

Annexes

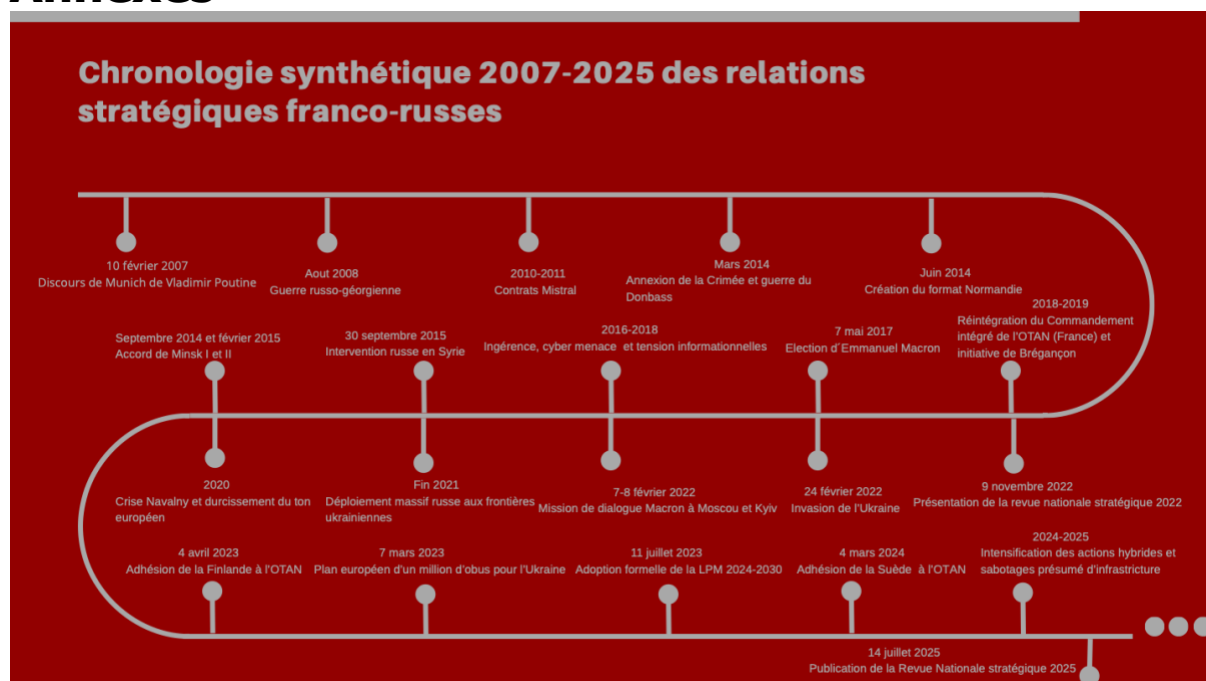


Tableau comparatif des éléments-clés sur la Russie dans les RNS 2022 vs 2025

Dimensions analysées	RNS 2022 – Position de la France sur la Russie	RNS 2025 – Position de la France sur la Russie
Statut de la Russie dans la doctrine française	<ul style="list-style-type: none"> Russie décrite comme puissance révisionniste assumée, cherchant à remodeler l'ordre de sécurité européen. Acteur perturbateur majeur, mais inscrit dans un paysage plus large de compétition entre puissances (Chine, autres). Adversaire stratégique central, mais encore présenté dans un continuum « rival / concurrent / partenaire » hérité des années post-guerre froide. 	<ul style="list-style-type: none"> Russie désignée comme « principale menace » pour la France, ses alliés et la stabilité du continent européen. Adversaire direct, ouvertement hostile, structurant la planification de défense française. Menace qualifiée de prioritaire par rapport aux autres États (Iran, Chine, Corée du Nord...).
Nature de la menace	<ul style="list-style-type: none"> Menace d'abord caractérisée par un glissement stratégique : retour de la guerre de haute intensité en Europe. Insistance sur la guerre hybride russe : ingérence, information, influence, cyber, mercenariat (Wagner). Menace nucléaire perçue comme instrument de pression et d'intimidation, sans rupture doctrinale totale. 	<ul style="list-style-type: none"> Menace décrite comme multidimensionnelle et systémique : militaire, nucléaire, cyber, informationnelle, économique, énergétique. Hypothèse explicite d'une guerre ouverte contre le « cœur de l'Europe » d'ici 2030. La Russie est présentée comme acteur prêt à combiner conflictualité majeure et attaques hybrides massives sur le territoire français et européen.
Temporalité de la menace	<ul style="list-style-type: none"> Menace analysée principalement sur le temps long : la Russie restera un problème stratégique au-delà de la guerre en Ukraine. Projection sur plusieurs décennies pour la régénération de l'appareil militaire russe et l'érosion de son économie. La probabilité d'un conflit direct OTAN–Russie reste implicite, non formulée comme scénario principal. 	<ul style="list-style-type: none"> Menace considérée comme immédiate et structurelle pour les « années à venir ». Horizon 2030 identifié comme fenêtre de risque « particulièrement élevée » pour une guerre majeure de haute intensité en Europe. La France se place dans une logique de préparation d'urgence : la menace russe structure la décennie à venir.

Dimensions analysées	RNS 2022 – Position de la France sur la Russie	RNS 2025 – Position de la France sur la Russie
Lecture des intentions stratégiques russes	<ul style="list-style-type: none"> Moscou attribué d'ambitions impérialistes et révisionnistes, cherchant à reconstituer des sphères d'influence. Mise en avant du travail de « sape politico-diplomatique » : ingérence, guerre de l'information, encouragement au découplage transatlantique. La Russie est vue comme jouant sur l'ambiguïté entre compétition et confrontation, en testant les lignes rouges sans les franchir totalement avant 2022. 	<ul style="list-style-type: none"> La Russie est décrite comme poursuivant une remise en cause frontale de l'ordre international et des règles de sécurité en Europe. Objectifs qualifiés de maximalistes, fondés sur une logique de vassalisation des États voisins, d'annexion et de contestation de leur souveraineté. Moscou est explicitement présenté comme considérant l'Europe comme « ennemie », et non plus simple adversaire ou rival.
Types d'actions russes mises en avant	<ul style="list-style-type: none"> Ingérences politiques (soutien à des partis, réseaux d'influence, financement opaque). Désinformation via médias d'influence (RT, Sputnik) et réseaux sociaux. Cyberattaques ciblées (médias, institutions, infrastructures ponctuelles). Usage de mercenaires (Wagner) dans les crises extérieures (Afrique, Syrie). 	<ul style="list-style-type: none"> Sabotages et menaces sur les infrastructures critiques (câbles sous-marins, gazoducs, réseaux énergétiques). Cyberattaques massives contre des hôpitaux, administrations, OIV, avec effets concrets sur la vie des citoyens. Pression migratoire instrumentalisée via la Biélorussie et d'autres vecteurs. Usage systématique de drones, missiles et salves saturantes à bas coût (Shahed iraniens) contre l'Ukraine, avec enseignements directs pour la défense européenne.
Dimension militaire conventionnelle	<ul style="list-style-type: none"> Reconnaissance de la capacité russe à mener une guerre de haute intensité sur un théâtre européen (Ukraine). Perception d'un appareil militaire russe robuste mais vulnérable aux sanctions et aux pertes. Crainte que la régénération de la puissance conventionnelle russe pose un problème de long terme, même après un échec partiel. 	<ul style="list-style-type: none"> Hypothèse d'un conflit conventionnel majeur en Europe intégrée dans la planification française. La Russie est vue comme capable, malgré l'attrition, de reconstituer une force de choc pour tester l'OTAN. Accent mis sur la nécessité française de se préparer à la durée : stocks, munitions, endurance industrielle, préparation du territoire.
Dimension nucléaire	<ul style="list-style-type: none"> Les menaces nucléaires russes sont identifiées comme un « dévoiement » de la logique de dissuasion. La France souligne l'importance de conserver une dissuasion crédible et lisible pour éviter tout malentendu. L'utilisation de la rhétorique nucléaire par Moscou est perçue comme un moyen de limiter les marges de manœuvre occidentales. 	<ul style="list-style-type: none"> La doctrine et les déclarations russes sont considérées comme ouvertement coercitives : utilisation routinière de la référence nucléaire pour peser sur les décisions européennes et otaniennes. La RNS 2025 considère que la dissuasion occidentale a fonctionné : absence d'extension directe de la guerre malgré l'aide massive à l'Ukraine. La dissuasion française est implicitement reconnue comme élément central de la stabilité en Europe, sans mise en partage formelle mais dans une logique de protection élargie de fait.
Guerre hybride / champs non conventionnels	<ul style="list-style-type: none"> Concept de « guerre de nouvelle génération » attribué à la Russie : conjonction de cyber, information, droit (lawfare), économie, et actions militaires. Reconnaissance des campagnes de désinformation et des tentatives d'affaiblir la cohésion occidentale. Résilience nationale mentionnée mais encore traitée comme complément à la posture strictement militaire. 	<ul style="list-style-type: none"> La Russie est définie comme premier porteur de menaces hybrides contre la France et l'Europe. Menaces hybrides vues comme permanentes : pas de ligne de cessez-le-feu dans le cyber, l'information, la corruption, le sabotage. Orientation vers une défense globale intégrant armées, services, entreprises, collectivités, citoyens dans la prévention et la réponse aux attaques hybrides.
Géographie des menaces	<ul style="list-style-type: none"> Focus principal sur le théâtre ukrainien et ses alentours immédiats (flanc Est OTAN). Mention de la mer Noire, du voisinage oriental de l'UE, de l'espace euro-atlantique. 	<ul style="list-style-type: none"> Menace étendue à un arc complet d'instabilité autour de l'Europe : Biélorussie, Moldavie, Balkans, Baltique. Attention accrue à l'Arctique / Grand Nord et aux routes maritimes stratégiques.



Dimensions analysées	RNS 2022 – Position de la France sur la Russie	RNS 2025 – Position de la France sur la Russie
	<ul style="list-style-type: none"> Menaces en Afrique via Wagner perçues comme un vecteur de projection d'influence plutôt que comme menace directe de sécurité européenne. 	<ul style="list-style-type: none"> Prise en compte des fonds marins, de l'espace exo-atmosphérique et des liaisons énergétiques / data comme zones possibles d'action russe contre l'Europe.
Perception des alliances de la Russie	<ul style="list-style-type: none"> Accent mis sur le rapprochement stratégique avec la Chine (convergence de vues, coordination diplomatique). Mention de la coopération avec d'autres régimes autoritaires (Iran, Syrie). Inquiétude sur l'émergence d'un bloc autoritaire, sans le considérer comme pleinement constitué. 	<ul style="list-style-type: none"> Confirmation d'un partenariat stratégique consolidé avec la Chine au plan économique, technologique et diplomatique. Coopération militaire et technologique plus visible avec l'Iran et la Corée du Nord (drones, munitions, technologie). La Russie apparaît comme nœud d'un réseau de puissances révisionnistes, même si une alliance militaire formelle globale n'est pas jugée probable à court terme.
Impact sur l'OTAN	<ul style="list-style-type: none"> Réaffirmation de l'OTAN comme cadre essentiel de la défense collective en Europe. Reconnaissance du rôle clé de l'Alliance dans le renforcement du flanc Est après 2014 et 2022. La France insiste sur l'articulation entre OTAN et ambition d'autonomie stratégique européenne. 	<ul style="list-style-type: none"> OTAN présentée comme indispensable face au scénario de guerre majeure. Possibilité explicite de mise à l'épreuve de l'article 5 face à la Russie. Nécessité d'une meilleure intégration des capacités, notamment pour la défense aérienne et antimissile, la mobilité des forces et la posture avancée sur le flanc Est.
Impact sur l'Union européenne	<ul style="list-style-type: none"> L'UE commence à apparaître comme un acteur de sécurité via sanctions, soutien financier et logistique à l'Ukraine. L'autonomie stratégique européenne est mise en avant comme horizon politique souhaitable. Rôle encore limité dans la fourniture directe de capacités militaires. 	<ul style="list-style-type: none"> L'UE devient un acteur stratégique à part entière : financement d'armements (EPF), achats groupés d'obus, soutien massif et coordonné à l'Ukraine. Accélération de la construction d'une capacité de défense européenne (Boussole stratégique, force de réaction rapide, programmes industriels). L'autonomie stratégique n'est plus seulement un concept, mais un chantier concret sous la pression de la menace russe.
Posture française recommandée	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'outil de défense pour revenir à un niveau crédible de haute intensité. Consolider l'autonomie stratégique européenne en complément de l'OTAN. Adapter doctrines, formats et capacités à un environnement de compétition entre puissances. 	<ul style="list-style-type: none"> Engager un réarmement global : militaire, industriel, technologique, moral et sociétal. Préparer explicitement la France à un scénario de guerre majeure en Europe (endurance, mobilisation, continuité de l'État). Faire de la résilience nationale et de la défense globale des priorités centrales de la politique de sécurité.
Rôle de l'autonomie stratégique européenne	<ul style="list-style-type: none"> Ambition forte portée par la France, parfois contestée par certains partenaires (notamment à l'Est) qui craignent un affaiblissement de l'OTAN. Mise en avant de la nécessité de réduire les dépendances (équipement, énergie, technologies). Concept encore en phase de structuration doctrinale. 	<ul style="list-style-type: none"> Autonomie stratégique réinterprétée comme condition de survie d'un pilier européen crédible au sein de l'OTAN. Conjugaison impérative entre montée en puissance des capacités européennes et maintien de l'engagement américain. Autonomie pensée en termes industriels, capacitaires et décisionnels, en réaction directe à la menace russe.
Place de la dissuasion nucléaire française	<ul style="list-style-type: none"> Rappel de la centralité de la dissuasion nationale pour la souveraineté française. Affirmation que le comportement russe renforce la pertinence de la posture française. Référence implicite à la contribution française à la dissuasion globale en Europe. 	<ul style="list-style-type: none"> Dissuasion française explicitement présentée comme un pilier de la stabilité euro-atlantique face aux menaces russes. Reconnaissance que la dissuasion occidentale a permis de soutenir l'Ukraine sans escalade directe. Question de la dissuasion élargie évoquée dans le débat stratégique (sans engagement formel dans la RNS), dans un contexte d'incertitude sur la pérennité du parapluie américain.



Dimensions analysées	RNS 2022 – Position de la France sur la Russie	RNS 2025 – Position de la France sur la Russie
Résilience nationale et société civile	<ul style="list-style-type: none">• Résilience mentionnée comme nécessité (protection des infrastructures, continuité d'activité).• Rôle du secteur privé et des collectivités locales encore peu détaillé.• Dimension de « réarmement moral » absente ou implicite.	<ul style="list-style-type: none">• Résilience élevée au rang de pilier stratégique : la société tout entière est un acteur de sécurité.• Intégration des entreprises, collectivités, services publics, citoyens, systèmes de santé dans la préparation aux chocs hybrides.• Appel explicite à un « réarmement moral de la Nation » pour faire face à une période de menaces prolongées.
Vision globale de la Russie (synthèse)	<ul style="list-style-type: none">• La Russie est vue comme un adversaire révisionniste majeur, responsable du retour de la guerre en Europe, à contrer via la dissuasion, l'OTAN, et une montée en puissance progressive de l'Europe de la défense.• L'accent porte sur la prise de conscience du tournant historique provoqué par 2022.	<ul style="list-style-type: none">• La Russie est perçue comme ennemi stratégique principal, engagé dans une confrontation durable et tous azimuts avec l'Europe.• La priorité est désormais la préparation active à un conflit de haute intensité et à une guerre hybride permanente, afin de le dissuader par la crédibilité de la posture française et européenne.



Principales mesures prises par la France après février 2022

1. Renforcement du flanc Est de l'OTAN (présence militaire française)
 - Roumanie – nation-cadre du battlegroup OTAN :
 - Dès mars 2022, déploiement d'environ 500 soldats français à Cincu pour armer le battlegroup « Aigle », avec blindés, artillerie et moyens de défense sol-air.
 - Montée en puissance progressive autour de 1 000 militaires à certains moments, incluant des chars Leclerc, véhicules de combat d'infanterie et systèmes de défense aérienne Mamba/SAMP-T.
 - Rôle de nation-cadre : la France coordonne la présence de contingents alliés (Belgique, Pays-Bas, etc.) et structure la posture avancée de l'OTAN sur le territoire roumain.
 - Estonie – contribution à l'Enhanced Forward Presence (eFP) :
 - Poursuite et renforcement de la participation française au bataillon OTAN en Estonie (Tapa), avec des rotations régulières de compagnies blindées et d'unités d'appui.
 - Déploiement de chars Leclerc et de véhicules blindés de combat d'infanterie, ainsi que de moyens d'appui artillerie, en complément du contingent britannique.
 - Lituanie, Pologne, renforts aériens :
 - Participation ponctuelle à des déploiements en Lituanie et en Pologne dans le cadre d'exercices OTAN et de la posture de dissuasion, avec des éléments terrestres et des détachements d'avions de chasse pour la police du ciel sur le flanc Est.
 - Renforcement de la présence navale française en mer Baltique et en mer Noire (lorsque les conditions politico-militaires le permettaient) dans le cadre des groupements navals OTAN.
2. Volume et nature de l'aide militaire française à l'Ukraine
 - Effort cumulé :
 - La France s'est hissée parmi les principaux contributeurs européens à l'effort de guerre ukrainien, avec une aide militaire évaluée à plusieurs milliards d'euros (coût de remplacement des équipements et soutien budgétaire inclus), même si Paris communique surtout en termes de capacités plutôt que de montants.
 - Livraisons emblématiques :
 - Artillerie : Canons CAESAR 155 mm livrés en plusieurs vagues, permettant à l'Ukraine de disposer d'une artillerie mobile très précise et très appréciée sur le front.
 - Blindés de reconnaissance et d'appui : Envoi d'AMX-10 RC, véhicules blindés à canon de 105 mm, marquant la fourniture de moyens de « cavalerie lourde » à Kyiv.
 - Systèmes sol-air et munitions : Contribution à la défense sol-air et fourniture de missiles antichars, de missiles sol-air et de munitions d'artillerie (obus de 155 mm), avec engagement de soutenir l'initiative européenne de production et de livraison d'obus à grande échelle.
 - Formation : Participation active aux missions de formation de l'UE (EUMAM Ukraine) et bilatérales, avec des milliers de soldats ukrainiens formés sur le sol français ou en Europe (artillerie, combat de haute intensité, médecine de guerre, etc.).
3. Augmentation du budget de défense et bascule vers une « économie de guerre »
 - LPM 2024-2030 :
 - Adoption d'une Loi de programmation militaire dotée d'un budget d'environ 413 milliards d'euros sur 7 ans, soit une hausse de l'ordre de +33 % par rapport à la programmation précédente.
 - Priorités : régénération des stocks de munitions, renforcement de la préparation à la haute intensité, modernisation de la dissuasion nucléaire, montée en puissance de la cyberdéfense, de l'espace et de la défense sol-air.
 - Concept d'« économie de guerre » :
 - Appel du président de la République à transformer l'appareil industriel de défense pour qu'il soit capable de produire plus vite et en plus grande quantité (munitions, pièces détachées, systèmes d'armes).
 - Mise en place de contrats pluriannuels avec l'industrie pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement et stabiliser la production.
4. Initiatives en matière de cyberdéfense et de contre-ingérence
 - Renforcement de la cyberdéfense :
 - Montée en puissance du Commandement de la cyberdéfense (ComCyber) et augmentation des effectifs et moyens de l'ANSSI pour faire face à la multiplication des cyberattaques, notamment celles attribuées à des acteurs russes visant des hôpitaux, collectivités et opérateurs d'importance vitale.
 - Développement et actualisation des plans nationaux de réponse à une attaque cyber majeure, avec organisation régulière d'exercices de crise (exercices DEFNET).
 - Lutte contre les ingérences numériques étrangères :
 - Consolidation du Service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), chargé de détecter et d'analyser les campagnes de désinformation et d'influence hostiles visant l'opinion publique française.
 - Coopération renforcée avec les autres services de renseignement (DGSE, DGSI) pour cartographier les réseaux d'influence pro-russes, expulser les agents sous couverture diplomatique identifiés, et documenter les opérations hybrides.
 - Dimension européenne :
 - Contribution française aux outils de l'UE contre les menaces hybrides :
 - Boîte à outils FIMI (Foreign Information Manipulation and Interference),
 - travaux sur un régime européen de sanctions ciblant les agents d'influence et structures de propagande étrangères,
 - participation à la task force conjointe OTAN-UE sur la résilience et les infrastructures critiques (protection des câbles sous-marins, réseaux énergétiques, etc.).

Cet encadré permet de relier l'évolution doctrinale mise en évidence par les RNS 2022 et 2025 à des décisions concrètes : déploiements sur le flanc Est, soutien militaire à l'Ukraine, réarmement budgétaire et bascule vers une économie de guerre, ainsi que la montée en puissance de la cyberdéfense et de la lutte contre les ingérences russes.